



## **Les Américains aux urnes Enjeux, Débats, Participation**

DOCUMENT DE TRAVAIL RÉALISÉ

Sous la direction de :

**ÉLISABETH VALLET**

*Professeure associée au département de géographie et directrice scientifique,*

*Chaire Raoul-Dandurand, UQAM*

Un projet du cours de maîtrise POL8245 – Politique intérieure des États-Unis

**Auteurs :**

**ZOE BARRY**

**VINCENT D'AMOURS**

**SARAH DE CHEVIGNY-COHEN**

**EMELYNE DUBUS**

**WILLIAM GRENIER CHALIFOUX**

**JOSSELYN GUILLARMOU**

**MARC-ANDRE LAFERRIERE**



## SOMMAIRE

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>De l'économie à la sécurité, les enjeux clés des élections .....</b>	<b>9</b>
<b>Le Congrès, « branche brisée » du gouvernement .....</b>	<b>19</b>
<b>Une Amérique fracturée ? .....</b>	<b>22</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>35</b>

## INTRODUCTION

---

Ce mardi, les citoyens américains se rendront aux urnes pour désigner leurs représentants, leurs juges, leurs shérifs, leurs maires, leurs représentants locaux et nationaux, des commissaires scolaires et une pléthore d'administrateurs municipaux, régionaux, étatiques. Ils auront à répondre à des questions référendaires, à se prononcer sur la destitution d'un élu ou à valider des amendements constitutionnels. Pourtant, à la veille du scrutin, les Américains sont désenchantés. Les États-Unis tardent à se remettre véritablement d'une des plus graves crises économiques de leur histoire, l'anxiété est au cœur de la campagne électorale, et l'électorat lui-même ne semble pas retrouver l'élan qu'avait insufflé, à droite comme à gauche, l'affrontement entre Mitt Romney et Barack Obama. Les enjeux sont pourtant de taille. Et la société plus polarisée que jamais. Mais à l'heure des élections de mi-mandat, la mobilisation des électeurs, désabusés, pourrait être ardue, tant le cynisme est grand. Ce vote pourrait tracer un portrait politique et l'avenir électoral de ce pays qui semble être en quête d'un nouvel idéal.

\*

À la veille des élections de mi-mandat, le Congrès bicaméral américain n'a jamais été aussi près de se faire piétiner par les éléphants républicains. Deux ans avant le départ du président Barack Obama, la Chambre des représentants, déjà acquise au *Grand Old Party* (GOP) depuis 2010<sup>1</sup>, doit renouveler ses 435 *congressmen*, et le Sénat un tiers de ses membres. Véritable enjeu pour le parti républicain qui pourrait s'assurer d'un contrôle majoritaire de la totalité de la branche législative, ces *midterms* devraient reconduire un système de gouvernement divisé ou de cohabitation<sup>2</sup>. Au Sénat, six sièges du parti démocrate sont à conquérir alors qu'à la Chambre, le souvenir des *midterms* de 2010 et la montée du Tea Party, frange la plus conservatrice du Parti républicain, sont toujours prégnants dans l'esprit des modérés qui cherchent à rétablir leur influence<sup>3</sup>.

Renouvelée entièrement tous les deux ans, la Chambre des représentants, expression de la volonté populaire américaine, puisqu'elle compte un nombre de *congressmen* proportionnel au nombre d'habitants de chaque État, ne devrait pas subir de grande transformation. Les Républicains, déjà majoritaires à la Chambre depuis 2010, ont confirmé leur large avance durant les élections de 2012. Selon les enquêtes d'opinion, ces derniers peuvent être certains de rester majoritaires à la Chambre. En effet, pour emporter la majorité des sièges, soit 218 sièges, les Démocrates devraient reprendre entre 17 et 20 de ces sièges au camp adverse.

Or, ce qui semble être une reconquête laborieuse pour les Démocrates sera d'autant plus difficile pour ces derniers que l'analyse des précédentes élections ne leur donne pas l'avantage. En effet, il apparaît que la couleur de la Chambre est presque systématiquement déterminée par celle des candidats sortants.

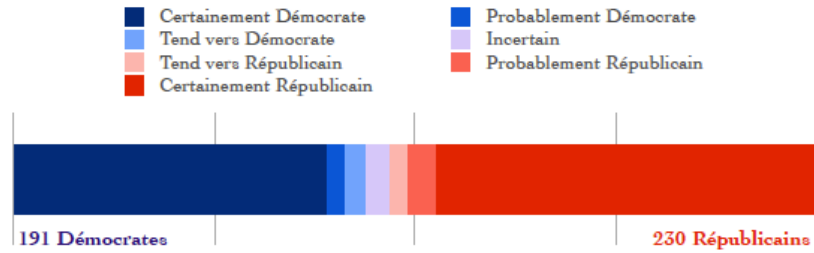
---

<sup>1</sup> The New York Times, « Elections 2010 House map », En ligne, <http://elections.nytimes.com/2010/results/house>, page consultée le 25 septembre 2014

<sup>2</sup> Mulligan, K, « Partisan Ambivalence, Split-Ticket Voting, and Divided Government », *Political Psychology*, No 32, 2011, pp. 505–530.

<sup>3</sup> Kapowitz, CF et al. « Tea Time in America? The Impact of the Tea Party Movement on the 2010 Midterm Elections », *Ps-political Science & Politics*, 2011, Vol. 44 : 2, pp. 303-309.

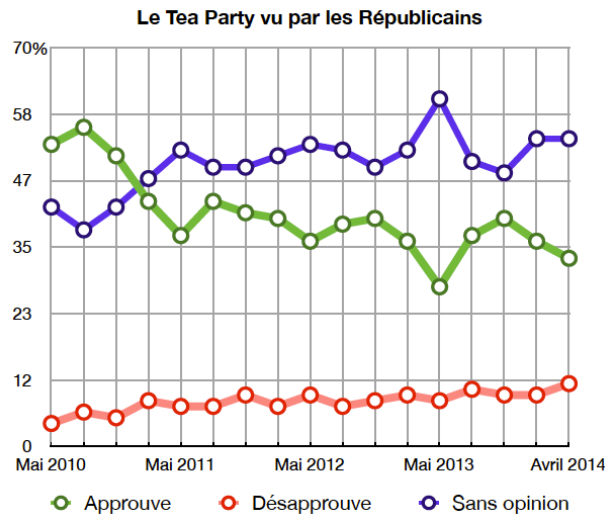
## Une chambre des représentants acquise aux Républicains : avec ou sans le Tea Party?



Projections élections mi-mandat Chambre des représentants - 2014

D'après : Politico, 2014 House Race Ratings, En ligne <http://www.politico.com/2014-election/predictions/house/>, page consulté le 25 septembre 2014.

Ainsi, depuis les élections de 2000, le taux de réélection à la Chambre dépasse en moyenne les 93%<sup>4</sup>. Autrement dit, l'impératif de réélection<sup>5</sup> qui incite ces représentants à tout faire pour sauver leur siège les rend pratiquement invincibles. Ceci s'explique notamment par les outils dont les candidats sortants jouissent (une équipe rodée, des moyens médiatiques...), mais aussi par la technique très utilisée du redécoupage des circonscriptions ou *gerrymandering* ou encore par les théories de l'usure du pouvoir présidentiel et de «l'élection référendum» selon lesquelles les *midterms* seraient l'équivalent d'un vote sur le bilan du président<sup>6</sup>. Cette tendance lourde ne signifie pas que la Chambre est complètement statique, preuve en est son basculement démocrate aux élections de mi-mandat de 2006.



D'après: Pew Research Center, «Tea Party's Image Turns More Negative», 16 oct. 2013, En ligne, <http://www.people-press.org/files/legacy-pdf/10-16-13%20Tea%20Party%20Release.pdf>, page consultée le 24 septembre 2014.

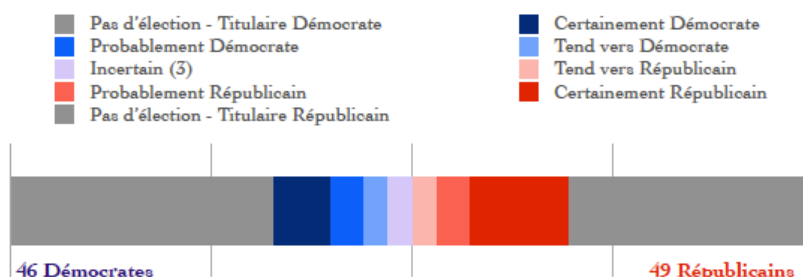
<sup>4</sup> Open Secrets Center for Responsive Politics, «Reelection rates over the years», En ligne, <https://www.opensecrets.org/bigpicture/reelect.php>, page consultée le 25 septembre 2014.

<sup>5</sup> Mayhew, David, « The Electoral Incentive », Congress: The Electoral Connection, New Haven : Yale UP, 2004.

<sup>6</sup> Gagnon, Frédéric, «Le Congrès des États-Unis», Les Presses de l'Université du Québec, 2006, pp. 56-57.

L'attention reste toutefois vive sur le profil républicain qu'aura la Chambre au sortir de ces élections. La montée des *Tea Partiers* en 2010, suivie de la création d'un caucus Tea Party au Congrès la même année avait affaibli les Républicains dits «classiques» au profit de l'aile la plus conservatrice : ainsi, près de 130 candidats républicains pour la Chambre avaient eu l'appui du mouvement<sup>7</sup>. Aujourd'hui, l'image du Tea Party, dans l'opinion publique, est moins positive qu'en 2010. En effet, 56% des Républicains approuvaient l'action des Tea Party en août 2010 alors qu'ils n'étaient plus que 33% en avril 2014<sup>8</sup>. D'ailleurs, les dernières primaires républicaines n'ont pas permis au mouvement de déloger significativement les membres d'origine du parti, malgré de rares victoires, notamment celle contre le Républicain Eric Cantor, ancien chef de la majorité à la Chambre<sup>9</sup>. Cette difficulté à s'imposer ne doit cependant pas non plus masquer l'importance du mouvement dont les membres élus en 2010 et 2012 sont aujourd'hui pour la plupart des candidats sortants, donc potentiellement réélus au regard du taux de réélection à la Chambre. De plus, les idées du Tea Party ont particulièrement redéfini le parti républicain<sup>10</sup>. Il est en grande partie à l'origine du virage à droite du GOP sur les questions d'assurance maladie, de taxes et d'immigration. D'autant que leur poids pourrait s'accroître en cas de victoire républicaine au Sénat. Le Parti républicain contrôlerait alors la totalité de la branche législative.

### À six sièges de la reconquête du Sénat



Projections élections mi-mandat Sénat - 2014  
Sénat présentement : 53 Démocrates - 45 Républicains - 2 Indépendants

D'après : Politico Magazine, «2014 Senate Race Ratings», En ligne, <http://www.politico.com/2014-election/predictions/senate/>, page consultée le 25 septembre 2014.

<sup>7</sup> Zernike, Kate. « Tea Party Set to Win Enough Races for Wide Influence », The New York Times, 14 octobre 2010, En ligne, [http://www.nytimes.com/2010/10/15/us/politics/15teaparty.html?\\_r=2&hp&](http://www.nytimes.com/2010/10/15/us/politics/15teaparty.html?_r=2&hp&), page consultée le 24 septembre 2014.

<sup>8</sup> Pew Research Center, «Tea Party's Image Turns More Negative», 16 octobre 2013, En ligne. <http://www.people-press.org/files/legacy-pdf/10-16-13%20Tea%20Party%20Release.pdf>, page consultée le 24 septembre 2014; Cillizza, Chris, «The tea party is getting more powerful but less popular», The Fix, 17 octobre 2013, En ligne, <http://www.washingtonpost.com/blogs/the-fix/wp/2013/10/17/the-tea-party-is-getting-more-powerful-but-less-popular/>, page consultée le 26 septembre 2014.

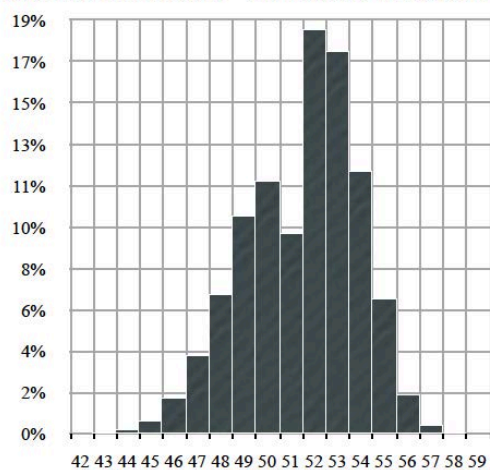
<sup>9</sup> Steinhauser, Paul, « Fewer wins this time, but tea party has changed the GOP », site internet de CNN, 1er juillet 2014, En ligne, <http://www.cnn.com/2014/07/01/politics/midterm-elections-halftime/>, page consultée le 24 septembre 2014.

<sup>10</sup> Williamson, Vanessa et al., « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », Perspectives on Politics, mars 2011, Vol. 9/No. 1

Avec une Chambre déjà acquise aux Républicains, toute l'attention est donc tournée vers le Sénat, majoritairement démocrate depuis huit ans. Renouvelable tous les six ans par tiers, le Sénat qui représente les États, et ce à hauteur de deux sénateurs par État, est composé depuis 2012 de 53 Démocrates contre 45 Républicains<sup>11</sup> ainsi que de deux sénateurs indépendants qui participent aux primaires du parti démocrate<sup>12</sup>.

Or, le mode de répartition des sénateurs, en trois séries de 33 ou 34 sénateurs, est aujourd'hui favorable aux Républicains. En effet, le 4 novembre 2014, seul le groupe 2, composé des 33 sénateurs élus en 2008 (on y ajoute le remplacement de trois sièges vacants), est concerné par les élections. Or, il apparaît que le groupe 2 est plus républicain que les deux autres. Cette série a en effet élu en moyenne, depuis 1966, 18% de sénateurs républicains en plus que de sénateurs démocrates<sup>13</sup>.

**Simulation des résultats - Élections mi-mandat Sénat 2014**



Nombre de sièges Républicains

*Ex : les Républicains ont 18,6% de chances de remporter 52 sièges au Sénat en 2014.*

Simulation des résultats sur la base de 1386 sondages. Voir : FiveThirtyEight, «Senate Forecast», En ligne, <http://fivethirtyeight.com/interactives/senate-forecast/>, page consultée le 22 octobre 2014.

À cela s'ajoute le fait que plus de sièges démocrates sont en jeu dans ce cycle électoral, puisque sur les 36 sièges à pourvoir, 21 vont être défendus par des Démocrates, contre 15 par des Républicains. Sur ces 21 sièges démocrates, plus de la moitié se trouve dans des États

<sup>11</sup> The New York Times, «Senate Map», En ligne, <http://elections.nytimes.com/2012/results/senate>, page consultée le 25 septembre 2014.

<sup>12</sup> Il s'agit de Bernie Sanders (Vermont) et d'Angus King (Maine). Ces deux sénateurs indépendants participent au caucus démocrate. Voir notamment : Terkel, Amanda. « Angus King may switch sides and caucus with Senate Republicans after 2014 elections », The Huffington Post, 4 octobre 2014, En ligne, [http://www.huffingtonpost.com/2014/04/10/angus-king-republicans\\_n\\_5125400.html](http://www.huffingtonpost.com/2014/04/10/angus-king-republicans_n_5125400.html), page consultée le 26 septembre 2014.

<sup>13</sup> Barone, Michael, « 2014 Midterms: Another Six-Year Senate Sweep? », The Online Magazine of the American Enterprise Institute, 11 juillet 2014, En ligne, <http://www.american.com/archive/2014/july/challengingthesix-year-senate-loss-theory>, page consultée le 29 septembre 2014; Kondik, Kyle, «All senators are equal but their classes aren't», Sabato's Crystal Ball, 28 février 2013, En ligne, <http://www.centerforpolitics.org/crystalball/articles/all-senators-are-equal-but-their-classes-arent/>, page consultée le 29 sept. 2014.

traditionnellement républicains ou indécis (*toss-up*). En 2008, ils avaient profité du rebond de la candidature de Barack Obama pour passer côté démocrate, ce qui explique aujourd'hui ce retour probable côté républicain<sup>14</sup>. Enfin, cette perspective délicate pour les Démocrates est d'autant plus avantageuse pour le parti républicain : si la Chambre des Représentants est déjà acquise aux Républicains, il leur reste six sièges à détrôner afin de contrôler la totalité du Congrès.

Tous les indicateurs virent désormais au rouge, les Républicains ayant selon les prévisions près de 66% de chances d'emporter la majorité au Sénat<sup>15</sup>. Cependant, tout n'est pas encore gagné et les sondages révèlent que plusieurs États restent indécis<sup>16</sup>. Six courses majeures apparaissent ainsi plus importantes que les autres puisqu'elles détermineront l'issue des élections.

### **Ainsi, l'Alaska, l'Arkansas, la Caroline du Nord, le Colorado, l'Iowa et la Louisiane sont dans le viseur des Républicains**

Selon toute vraisemblance, il suffirait aux Républicains de remporter les 6 sièges de ces États pour devenir majoritaires. Or, ces derniers semblent en passe de gagner ces sièges en Arkansas (73% de chances), en Louisiane (71% de chances) ou encore en Alaska (71% de chances)<sup>17</sup>. Dans ce dernier État par exemple, durant les élections présidentielles, Mitt Romney l'avait remporté par 13 points, ce qui place le sénateur Ted Stevens en mauvaise position face au Républicain Daniel S. Sullivan. Les courses les plus serrées placent l'Iowa et le Colorado (56% de chances pour les Républicains de l'emporter) parmi les États qui seront les plus observés cette année. Quant à la Caroline du Nord, la sénatrice démocrate se retrouve en position instable face au candidat républicain, malgré les sondages qui la voient briguer un second mandat.

Cette analyse ne tiendrait toutefois que si aucun siège républicain n'était perdu et que le GOP réalisait un sans-faute dans les six États clés. Selon Nate Silver du site *FiveThirtyEight*, cette perspective sera difficile à tenir. Son analyse des 6 États rouge bordeaux<sup>18</sup> (Alaska, Arkansas, Georgie, Iowa, Kentucky et Louisiane) montre que les Républicains ont en fait plus de chances de ne remporter que cinq de ces sièges sur six. Toutefois, si cette prédiction se vérifiait, ces derniers conserveraient encore 84% de chances de remporter la majorité au Sénat. De quoi enterrer tout suspens quant à la revanche des éléphants au Congrès.

---

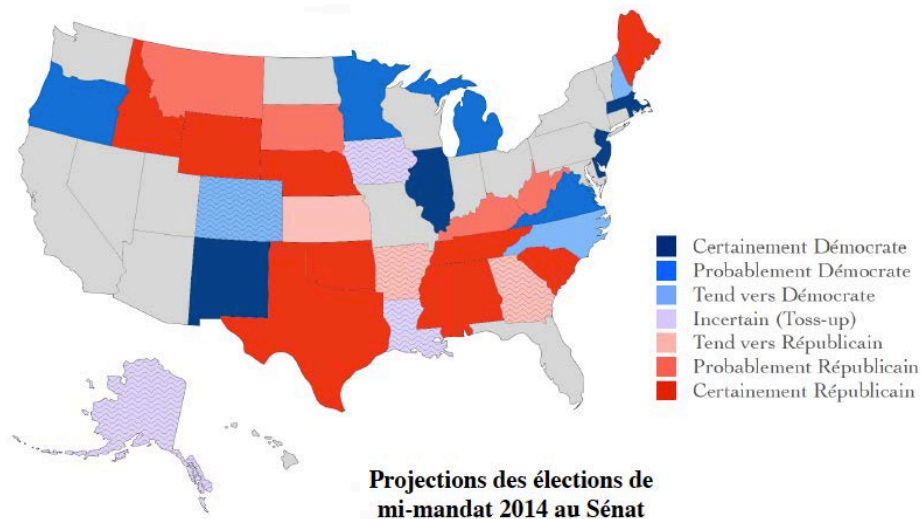
<sup>14</sup> Politico Magazine, «2014 Senate Race Ratings», En ligne, <http://www.politico.com/2014-election/predictions/senate/>, page consultée le 25 septembre 2014 ; Site internet CNN, Key races Senate, En ligne, <http://www.cnn.com/interactive/2014/politics/key-races/?race=senate>, page consultée le 25 septembre 2014.

<sup>15</sup> Simulation des résultats sur la base de 1386 sondages. Voir : FiveThirtyEight, «Senate Forecast», En ligne, <http://fivethirtyeight.com/interactives/senate-forecast/>, page consultée le 22 octobre 2014; Voir également Site internet Real Clear Politics, Battle for the Senate, En ligne, [http://www.realclearpolitics.com/epolls/2014/senate/2014\\_elections\\_senate\\_map.html](http://www.realclearpolitics.com/epolls/2014/senate/2014_elections_senate_map.html), page consultée le 26 septembre 2014.

<sup>16</sup> Il s'agit de l'Alaska, l'Arkansas, la Caroline du Nord, le Colorado, la Géorgie, l'Iowa, le Kansas, la Louisiane, le Michigan, le New Hampshire, la Virginie, la Virginie-Occidentale. Voir : Blake, Aaron, «Sullivan, Sean et Cillizza, Chris. The top 11 Senate races», The Fix, 15 août 2014, En ligne, <http://www.washingtonpost.com/blogs/the-fix/wp/2014/08/15/the-top-11-senate-races-of-2014-2/>, page consultée le 24 septembre 2014.

<sup>17</sup> FiveThirtyEight, «Senate Forecast», En ligne, <http://fivethirtyeight.com/interactives/senate-forecast/>, page consultée le 22 octobre 2014.

<sup>18</sup> Il s'agit des États se situant entre le violet indécis et le rouge républicain. Voir : Silver, Nate, « The 'Maroon 6' : a better way to look at the 2014 Senate races », Five Thirty Eight, 9 octobre 2014, En ligne, <http://fivethirtyeight.com/datalab/the-maroon-6-a-better-way-to-look-at-the-2014-senate-races/>, page consultée le 9 octobre 2014.

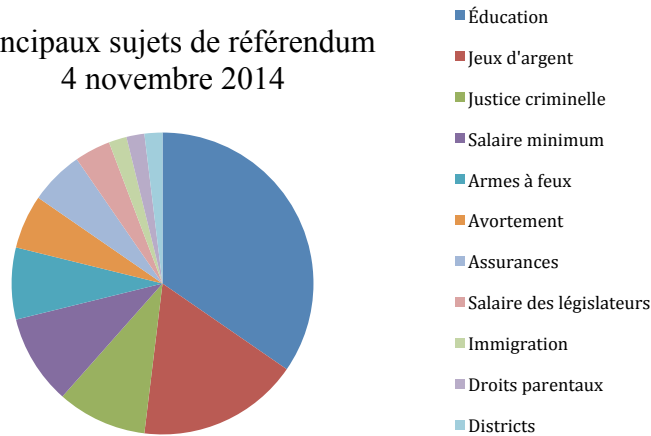


The New York Times, «Senate Map», En ligne, <<http://elections.nytimes.com/2012/results/senate>>, page consultée le 25 septembre 2014.

## DE L'ÉCONOMIE À LA SÉCURITÉ, LES ENJEUX-CLÉS DES ÉLECTIONS

Les élections de mi-mandat sont le théâtre d'une série de consultations qui déborde le strict cadre des votations au Congrès, illustrant ici un certain idéal d'une démocratie aboutie telle que conçue par les Pères fondateurs. Ainsi, ce mardi, en plus d'élire leurs représentants, les Américains devront se prononcer dans le cadre de référendums. Au total, 147 propositions d'amendements et mesures constitutionnelles seront ainsi soumises aux citoyens. Selon les États, les référendums portent sur des enjeux moraux, fiscaux, sociaux.

Principaux sujets de référendum  
4 novembre 2014



Source : [www.ballotpedia.org](http://www.ballotpedia.org)

Ainsi, trois États (le Colorado, le Dakota du Nord et le Tennessee) tiendront des référendums sur la question de l'avortement. Le Colorado propose un amendement constitutionnel, le *Colorado Definition of Person and Child Initiative*, qui stipule qu'un enfant à naître est une personne :

comme la législation évite de définir ce qu'est un enfant à naître, elle laisse s'installer un flou juridique qui pourrait éventuellement ouvrir la porte à des poursuites criminelles contre les femmes s'étant faites avorter. Du côté du Dakota du Nord, le *North Dakota life begin at Conception Amendment, Measure 1*, modifierait la Constitution de l'État pour assurer le droit inaliénable à la vie à chaque étape du développement humain : si l'amendement venait à passer, le fœtus serait considéré comme un humain dès sa conception. Enfin, au Tennessee, les citoyens auront quant à eux à voter sur le « *Tennessee Legislative Powers Regarding Abortion, Amendment 1* » qui autoriserait les législateurs à adopter, modifier ou abroger les lois de l'État en ce qui concerne l'avortement, et ce, y compris les lois sur les grossesses résultant de viols ou d'inceste.

Un autre enjeu référendaire important est celui entourant le port d'armes à feu, alors que les tueries de masse semblent se multiplier depuis quatre ans. Ainsi, les citoyens de l'Alabama se voient soumettre l'*Alabama Right to Bear Arms, Amendment 3* tandis que ceux de l'État de Washington devront se prononcer à deux questions : la première disposition (*Washington Universal Background Checks for Gun Purchases, Initiative 594*) obligerait les vendeurs d'armes à effectuer une vérification des antécédents judiciaires de chaque acheteur. La deuxième (*Washington Gun Rights Measure, Initiative 591*) empêcherait le gouvernement de confisquer les armes à feu des citoyens en l'absence d'une procédure officielle et légale.

Sur un tout autre registre, l'Alaska, l'Oregon, Washington D.C., la Floride et l'État de Washington devront se prononcer sur la légalisation de la marijuana à usage médical et les avantages fiscaux pour les producteurs de marijuana. Au Massachusetts, en Californie, au Colorado, dans le Rhode Islande, au Dakota du Sud, au Kansas, en Caroline du Sud et au Tennessee se tiendront des référendums sur diverses questions concernant la gestion des loteries, l'interdiction des jeux d'argent dans les Casinos, la légalisation ou la prohibition des paris sur les courses de chevaux ou de lévriers.

**De manière assez constante toutefois, au cœur du processus référendaire, figurent les questions économiques.** Dans cinq États (l'Alaska, l'Arkansas, l'Illinois le Nebraska et le Dakota du Sud), les électeurs se prononcent sur une possible augmentation du salaire minimum (en moyenne de 2 dollars d'ici 2017). Et pas moins de 15 États soumettent à référendum sur la création, l'augmentation, la diminution, l'élimination ou l'exemption de taxes ainsi que l'émissions d'emprunts obligataires par leurs gouvernements.

Car à la veille du scrutin, certains enjeux pourraient peser lourdement dans la balance électorale : économie, assurance-maladie, immigration, sécurité sont au sommet des priorités électorales.

### **L'Économie : Yes, it's (still) the economy, stupid.**

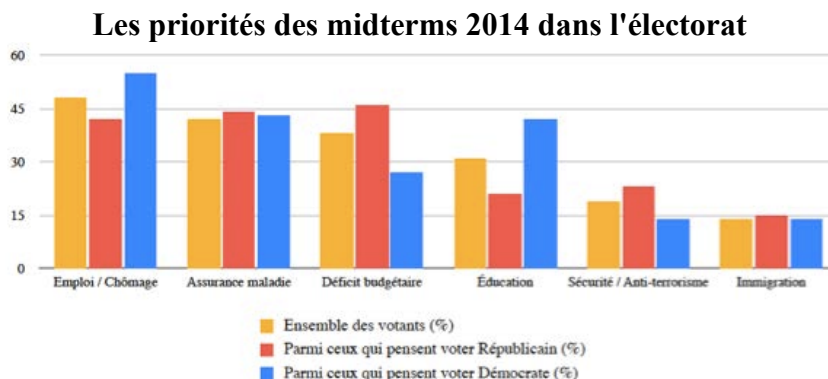
Qu'ils soient républicains ou démocrates, les électeurs américains semblent partager les mêmes priorités en termes de politique intérieure. Le *Pew Research Center* a ainsi recensé les cinq sujets prioritaires qui influenceront le vote des électeurs; l'économie arrive toujours en première place<sup>19</sup>.

Toutefois, les électeurs démocrates diffèrent des électeurs républicains quant à leur perception de cet enjeu. Si les Démocrates s'intéressent à l'économie, à l'emploi, au chômage ou au salaire

---

<sup>19</sup> « The 2014 Midterm: Congressional Vote, Top Issues », Pew Research Center, Mai 2014, En ligne, [www.people-press.org/2014/05/05/the-2014-midterm-congressional-vote-top-issues](http://www.people-press.org/2014/05/05/the-2014-midterm-congressional-vote-top-issues), page consultée le 23 septembre 2014.

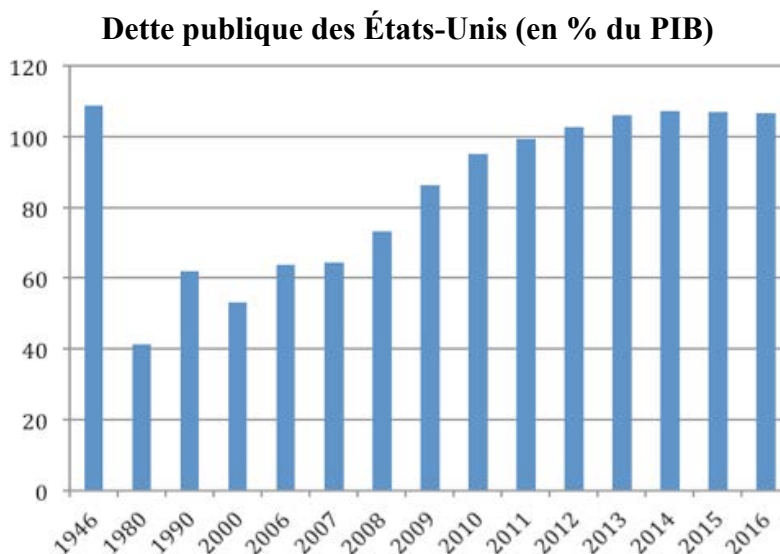
minimum, les Républicains mettent quant à eux l'accent sur le déficit budgétaire et la dette publique.



D'après: Center for the People and the Press, «*The 2014 Midterm: Congressional Vote, Top Issues*», *Pew Research Center*, 5 mai 2014, En ligne, <http://www.people-press.org/2014/05/05/the-2014-midterm-congressional-vote-top-issues/>, page consultée le 30 octobre 2014.

La dette publique fédérale est un véritable enjeu électoral. Les guerres, en Afghanistan et en Irak d'une part, et les mesures fiscales d'autre part, ont eu raison de l'équilibre budgétaire et du resserrement de la dette des années Clinton<sup>20</sup> : tandis que le déficit budgétaire se creuse, la dette publique est passée de 53% du PIB en 2000 à 73,3% en 2008.

La crise financière de 2008 est venue amplifier la tendance : entre 2008 et 2013, la dette publique grimpe de 73,3% à 106% du PIB<sup>21</sup>, pour atteindre, en 2014, 17 600 milliards de dollars.



Source : Rebecca M. Nelson, « Sovereign Debt in Advanced Economies : Overview and Issues for Congress », CRS Report for Congress, octobre 2013, p.23.

<sup>20</sup> Karsenty, Gérard, « le nouveau défi américain », commentaire, 2011/4 numéro 136, p. 904.

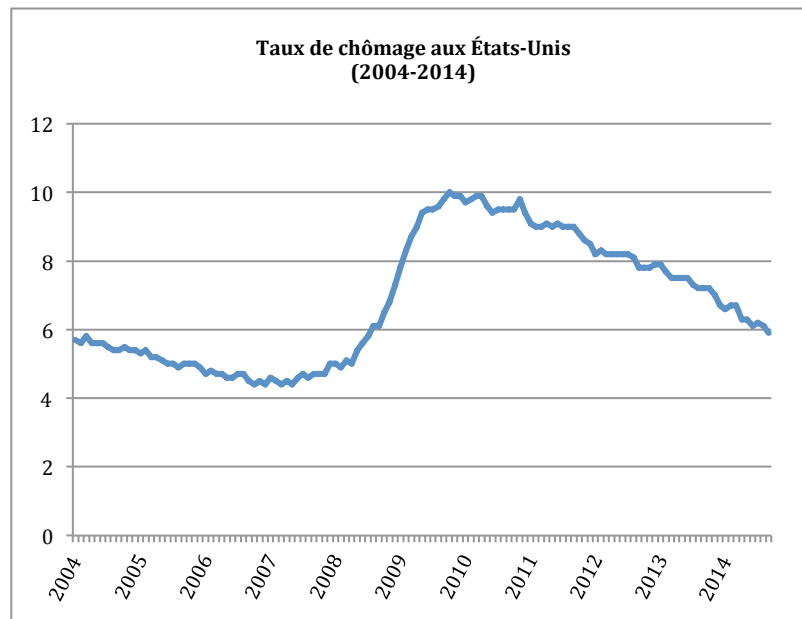
<sup>21</sup> Nelson, Rebecca M., « Sovereign debt in advanced economies: overview and issues for congress », CRS report for congress, octobre 2013, p. 23.

### L'explosion de la dette étudiante

La dette étudiante a explosé au cours des 20 dernières années. En 2012, 69% des étudiants diplômés avaient contracté des dettes auprès du gouvernement fédéral. En 1993, seules les familles à faible revenu connaissaient un taux d'endettement étudiant supérieur à 50%. Désormais, tous les niveaux de revenus sont touchés : un étudiant diplômé sort de l'école en moyenne avec une dette de 26 600\$ aux États-Unis (si l'on ne tient compte que des prêts fédéraux, ce qui exclut les dettes accumulées avec les cartes crédits, les prêts privés, les emprunts personnels). De plus, compte tenu de la conjoncture, il est plus difficile pour les nouveaux diplômés de trouver un premier emploi, ce qui se traduit par des difficultés à rembourser les emprunts. La dette étudiante financée par le gouvernement fédéral s'élève à plus de 1 000 milliards de dollars, soit 6% de la totalité de la dette fédérale américaine, elle pèse à la fois sur les jeunes professionnels et sur l'économie américaine.

Source : Fry, Richard, « The changing profile of student Borrowers », Pew Research Center, En ligne, <http://www.pewsocialtrends.org/2014/10/07/the-changing-profile-of-student-borrowers/>, page consultée le 28 octobre; Denhart, Chris, « How The 1.2 trillion College Debt Crisis is Crippling Students, Parents And the Economy », Forbes, 8/07/2013, En ligne, <http://www.forbes.com/sites/specialfeatures/2013/08/07/how-the-college-debt-is-crippling-students-parents-and-the-economy/>, page consultée le 28 octobre; Fry, Richard. « The Growth in Student Debt », Pew Research Social & Demographic Trends, 7 octobre 2014, En ligne, <http://www.pewsocialtrends.org/2014/10/07/the-growth-in-student-debt/>, page consultée le 28 octobre.

À l'aube des élections de mi-mandat, la conjoncture économique est plutôt favorable aux Démocrates—le déficit budgétaire a chuté de 13% entre 2013 et 2014<sup>22</sup> et le taux de chômage est descendu à 5,9%.



Source : Bureau of Labor Statistics- <http://www.bls.gov>

Cependant, les Américains restent pour la plupart pessimistes face à l'économie et n'ont pas

<sup>22</sup> «USA - Le déficit budgétaire ramené à 129 milliards de dollars en août», Reuters France, 11 septembre 2014, En ligne, <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL5N0RC5BO20140911>, page consultée le 26 septembre 2014.

ressenti d'amélioration sur le marché du travail. En ce sens, les Démocrates ont proposé en avril dernier d'augmenter progressivement le salaire minimum au niveau fédéral à 10,10 dollars de l'heure, celui-ci étant actuellement à 7,25 dollars de l'heure. Les Républicains s'y sont opposés, mais évitent généralement d'aborder le sujet, l'opinion publique étant nettement favorable à la hausse du salaire minimum<sup>23</sup>, comme en témoignent les récentes manifestations des employés de grandes firmes comme McDonald's ou Walmart<sup>24</sup>.

### Obamacare, un an plus tard

Si l'économie semble favorable aux Démocrates, impossible d'en dire autant d'Obamacare.

Avantages	Inconvénients
<p>1. Réduire les coûts de santé en permettant à 32 millions d'Américains d'avoir accès à un système d'assurance maladie. Objectif : désengorger les urgences</p> <p>2. L'assurance maladie doit couvrir des services essentiels pour favoriser la prévention et réduire les coûts de santé :</p> <p style="padding-left: 20px;">Urgences, hospitalisation, médecine préventive, gestion des maladies chroniques, contraception, obstétrique et néonatalogie, traitement des maladies mentales et dépendances, assurance médicaments, réadaptation, tests de laboratoire, pédiatrie notamment dentaire et oculaire.</p> <p>3. Pour les personnes qui se situent en-deçà d'un seuil de 133% du seuil de pauvreté (31000 dollars pour une famille de 4 personnes) l'État fédéral va subventionner leur inscription au programme Medicaid. Pour ceux qui se situent entre ce seuil et 94000 dollars de revenu familial, des crédits d'impôts sont prévus. Et les États doivent faciliter l'acquisition d'un plan d'assurance adapter (<i>insurance exchanges</i>).</p> <p>4. Les compagnies d'assurance ne peuvent plus exclure quelqu'un parce qu'il tombe malade ou pour des conditions préexistantes.</p> <p>5. Les enfants peuvent bénéficier du plan d'assurance maladie de leurs parents jusqu'à l'âge de 26 ans.</p> <p>6. En 2020, les compagnies d'assurance ne pourront plus limiter le montant qu'elles permettent à chaque assuré pour les dépenses de médicament.</p> <p>7. Obamacare ne s'applique pas aux entreprises de moins de 50 employés. Par contre, celles de plus de 50 employés doivent offrir une assurance en maladie et reçoivent des crédits d'impôts en retour.</p>	<p>1. Nombre des 30 millions de personnes qui souscrivent des assurances de santé privées ont vu leur couverture annulée car elle contrevenait à la couverture obligatoire prévue par Obamacare. Du coup leurs nouveaux plans d'assurance sont plus chers, notamment parce qu'ils étendent leurs couvertures à des examens qui n'étaient pas prévus antérieurement (par exemple : la maternité). Les échanges par État risquent d'accroître les disparités géographiques en termes de coût.</p> <p>2. Trois à cinq millions d'employés pourraient perdre leur assurance corporative. Certaines entreprises pourraient en effet trouver plus rentable de payer une pénalité et de laisser leurs employés acquérir eux-mêmes une assurance privée à travers le processus des échanges d'assurance.</p> <p>3. Certains soulèvent le risque de coûts de santé plus élevés à court terme alors que les dépenses de médecine préventive et de dépistage augmenteront.</p> <p>4. Faute d'avoir une assurance maladie, et d'être couvert par Medicaid, les contrevenants se verront imposer une taxe qui ira croissant. (2,5% du revenu en 2016). On estime que cela pourrait représenter jusqu'à 4 millions de personnes.</p> <p>5. Les impôts augmentent pour les familles les plus fortunées ainsi que pour les entreprises médicales. Les familles pourront quant à elle déduire de leur revenu imposable les dépenses médicales qui excèdent 10% de leur revenu (c'était 7,5% antérieurement)</p> <p>6. Les compagnies pharmaceutiques vont devoir prendre en charge le surcoût induit par le changement couverture (plus de plafond) des médicaments sous Medicare. On estime que le coût des médicaments pourrait augmenter.</p> <p>7. Tout employeur ayant un lien avec la religion pourra être exempté de couvrir les frais de contraception</p>

<sup>23</sup> Sahadi, Jeanne, «Strong support for raising minimum wage», CNN Money, Juin 2014, En ligne, [money.cnn.com/2014/06/09/news/economy/minimum-wage-poll](http://money.cnn.com/2014/06/09/news/economy/minimum-wage-poll), page consultée le 23 septembre 2014.

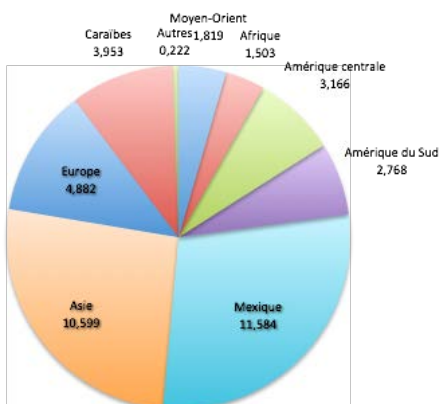
<sup>24</sup> Kasperkevic, Jana, «Struggling workers take wage protest to upscale doorstep of Walmart heiress Alice Walton», The Guardian, 17 octobre 2014, En ligne, [www.theguardian.com/money/us-money-blog/2014/oct/17/walmart-workers-protest-arrests-alice-walton-home](http://www.theguardian.com/money/us-money-blog/2014/oct/17/walmart-workers-protest-arrests-alice-walton-home), page consultée le 26 septembre 2014.

Un an après l'entrée en vigueur de l'ACA, les Américains sont toujours autant divisés sur la question de l'assurance maladie<sup>25</sup>. Face à un électorat mitigé et préoccupé par l'avenir du système d'assurance maladie, les Républicains tentent de rassembler les Américains autour de l'opposition à cette loi. Ils multiplient ainsi les spots publicitaires, surnommant Obamacare « le mensonge de l'année » pour avoir annulé l'ancienne couverture assurance maladie de 2,6 millions d'Américains qui ne satisfaisait plus aux critères établis par la loi. Un conseiller de Ted Cruz est même allé jusqu'à déclarer « qu'avant Obamacare, il n'y avait aucun cas d'Ebola aux États-Unis »<sup>26</sup>. Si l'opinion publique n'est pas totalement satisfaite par la réforme, elle attend plutôt une correction de ses failles et non son abrogation<sup>27</sup>.

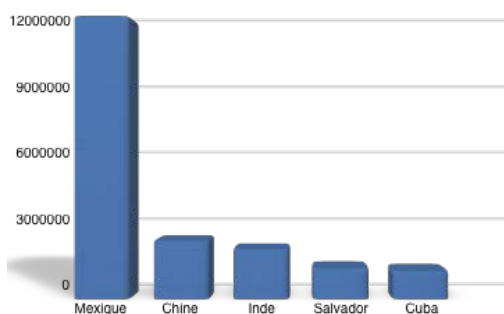
### Immigration: un enjeu persistant

En 2013, près de 41,3 millions d'Américains étaient nés à l'extérieur des États-Unis, soit deux fois plus qu'en 1990. Avec 17,2 millions d'hispanophones nés à l'étranger, les Latinos représentent la principale source d'immigration. Le nombre d'immigrants provenant d'Asie s'élève quant à lui à 10,6 millions.

#### Portrait démographique des Américains nés à l'étranger



#### Pays les plus représentés parmi les Américains naturalisés



Source : Center for immigration studies, <http://cis.org/immigrant-population-record-2013> page consultée le 20 octobre 2014.

Le débat politique est focalisé sur l'immigration en provenance du Mexique, bien souvent

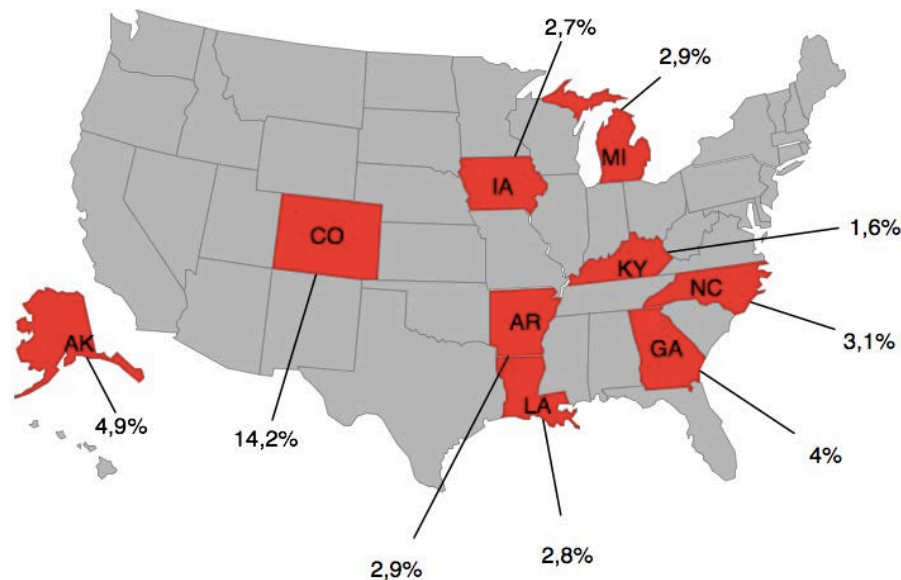
<sup>25</sup> «Health Care», National Bloomberg Poll, En ligne, [www.bloomberg.com/infographics/2014-06-11/national-poll.html#health-care](http://www.bloomberg.com/infographics/2014-06-11/national-poll.html#health-care), page consultée le 24 septembre 2014.

<sup>26</sup> Même s'il a expliqué avoir fait une mauvaise blague, le dommage était fait. Source : Sullivan, Peter, «Cruz adviser's bad joke : No Ebola before ObamaCare», The Hill, En ligne, <http://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/221747-cruz-advisors-bad-joke-no-us-ebola-before-obamacare>, page consultée le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

<sup>27</sup> «Sondage CNN/ORC», Mai 2014, En ligne <http://i2.cdn.turner.com/cnn/2014/images/05/11/cnn.poll.obamacare.pdf>, page consultée le 26 septembre 2014.

dépeinte comme une menace pour l'identité américaine<sup>28</sup>, perception alimentée par le renversement démographique au profit de la population hispanophone. Un nombre record de 25,2 millions de latinos auront le droit de voter lors des prochaines élections de mi-mandat et en majorité dans des États comme le Texas, la Californie, le Nouveau-Mexique et la Floride qui connaissent actuellement une croissance significative de la population hispanique.

### Pourcentage de l'électorat d'origine latinos dans les neuf États clefs



Source : Pew Research Center, «Hispanic Trend Project»,  
<http://www.pewhispanic.org/2014/10/16/latino-voters-and-the-2014-midterm-elections/>, page consultée le 20 octobre 2014.

Les latinos deviennent ainsi une force politique non négligeable avec laquelle les élus doivent théoriquement travailler. L'enjeu principal en l'espèce tient au taux de participation des Hispaniques qui, tout comme celui des Asiatiques, est faible en comparaison des autres groupes ethniques des États-Unis.

Ainsi, lors de l'élection de 2008, par exemple, 65,2% des noirs et 66,1% des blancs se sont déplacés aux urnes pour voter contre seulement 49,9% des latinos et 47% des Asiatiques<sup>29</sup>.

Or, le report de la réforme de l'immigration en septembre 2014 est venu s'ajouter aux nombreuses tentatives avortées sous Obama. Dès son premier mandat, le Président Obama avait souligné le besoin d'une réforme migratoire : il s'agissait de renforcer la sécurité aux frontières tout en rendant possible pour les travailleurs sans papiers, déjà établis aux États-Unis, de travailler légalement sur le territoire et d'éventuellement acquérir la citoyenneté. Rapidement

<sup>28</sup> P. Huntington, Samuel, «Who are We? The Challenges to America's National Identity», Simon & Schuster, 2005.

<sup>29</sup> Vagnoux, Isabelle, « Entre progrès, obstacles et promesses d'avenir : la place des Hispaniques dans le jeu politique américain », Politique américaine, 2013/1 N° 21, p.38.

dépassée par Obamacare et par la crise économique, la réforme a été remise à plus tard<sup>30</sup>.

### De l'usage du *racial gerrymandering* au Texas

Tous les dix ans, à partir d'un recensement de la mobilité des Américains sur le territoire national, la législature de chaque État redessine les circonscriptions électorales. Dessinées par les membres de la Chambre des représentants, les nouvelles circonscriptions peuvent être le reflet de stratégies des représentants cherchant à être réélus. Aussi appelé *gerrymandering*, le charcutage électoral est une technique très utilisée à cette occasion. Les circonscriptions se forment ainsi en fonction des préférences partisans des habitants, créant des *safe districts*. Dernièrement, ce sont surtout les Républicains du Texas qui ont utilisé ce système dans le but de conserver le contrôle de la Chambre des représentants. En raison de ces redécoupages des circonscriptions électorales, la représentation des minorités a été affectée. Par conséquent se crée un phénomène de vote perdu, noyant le vote des minorités à l'intérieur des comtés blancs. Le *Voting Rights Act* de 1965 avait pourtant créé les *majority-minority states*, censés réduire le *racial gerrymandering*, visant à écarter les minorités des urnes. Afin de redonner sens à la clause de protection égale du 14<sup>e</sup> Amendement, les circonscriptions avaient été redécoupées pour redonner aux Afro-Américains et aux Hispaniques une chance d'être représentés au sein des institutions législatives. Néanmoins, le charcutage de la circonscription de Dallas-Fort Worth en 2010 a montré les limites de la loi de 1965. Majoritairement représentée par des républicains de type caucasien, la population est en réalité majoritairement hispanique, donc votant généralement démocrate.

Source: Warren, Charles, «Towards proportional representation?: The strange bedfellows of racial gerrymandering and equal protection». Mercer Law Review, vol 53, 2002, p.946; Segura, Gary et Nathan Woods, «Majority-Minority Districts, Co-Ethnic Candidates, and Mobilization Effects», Berkely University, En ligne, [https://www.law.berkeley.edu/files/ch\\_6\\_segura\\_woods\\_3-9-07.pdf](https://www.law.berkeley.edu/files/ch_6_segura_woods_3-9-07.pdf), page consultée le 25 septembre 2014; Douzet, Frédéric, «Un "charcutage électoral" au Texas», Le Monde, 5 Mars 2013, En ligne, [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/05/etats-unis-le-defi-hispanique\\_1651983\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/05/etats-unis-le-defi-hispanique_1651983_3232.html), page consultée le 5 octobre 2014; Ross, Janell, «Texas Redistricting Purposefully Discriminated Against Latino Voters, Federal Court Rules», Huffington Post, En ligne, [http://www.huffingtonpost.com/2012/08/28/texas-redistricting-discriminated-latino-voters\\_n\\_1838030.html](http://www.huffingtonpost.com/2012/08/28/texas-redistricting-discriminated-latino-voters_n_1838030.html)

Dès 2010, le Sénat a donné au Président un avant-goût de ce qui allait l'attendre par la suite en bloquant le *Development, Relief, and Education for Alien Minors Act* (DREAM Act). Néanmoins, en 2012, le Congrès a passé le Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA), une avancée importante ayant une visée similaire au *DREAM Act*, à savoir permettre à des individus arrivés illégalement aux États-Unis alors qu'ils étaient enfants de travailler et d'étudier légalement sur le territoire américain.

Après sa réélection en 2012, la réforme est revenue à l'ordre du jour. Si le Sénat s'est montré favorable à l'immigration, la Chambre des représentants a refusé d'agir. Se retrouvant lié par un Congrès refusant de coopérer, le Président Obama a considéré qu'il se devait d'agir seul, à travers un ordre exécutif. Dans l'attente d'un compte rendu de la part de ses conseillers des limites pratiques et légales d'une action unilatérale de sa part, il a reporté son action à la rentrée

<sup>30</sup> W. Thompson, Cheryl, Booth, William, «Obama Says Immigration Reform Is a Priority, but Won't Happen Soon», The Washington Post, 11 août 2009, En ligne, [www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/08/10/AR2009081001797.html](http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/08/10/AR2009081001797.html), page consultée le 20 octobre 2014.

2014<sup>31</sup>, sans savoir que pendant l'été, la crise migratoire (et notamment l'afflux d'enfants à la frontière) donnerait lieu à un regain d'intérêt de l'opinion publique pour la réforme. Une fois de plus, la réforme migratoire se voit ainsi reportée, cette fois-ci non pas en raison d'un blocage de la part du Congrès, mais de la situation critique dans laquelle se situent les Démocrates pour ces élections.

### **Sécurité intérieure : des campagnes anxiogènes**

Entre la menace de l'État islamique (EI) et la panique autour de l'épidémie Ebola, c'est bien en remettant en question la sécurité des Américains et en jouant sur la peur que les Républicains entendent gagner des voix. Certains candidats comme Tom Cotton (Arkansas) ou Scott Brown (New Hampshire) vont jusqu'à parler de collaboration entre les cartels de drogue mexicains et les membres de l'État islamique qui permettraient aux terroristes de s'infiltrer sur le territoire américain.

Profitant de la faible popularité du Président Obama, les Républicains rendent les candidats démocrates coupables par association de l'incapacité d'Obama à assurer adéquatement la sécurité des Américains<sup>32</sup>. Les Républicains se présentent alors comme une alternative probante, grâce à des candidats expérimentés ayant servi dans l'armée, comme Tom Cotton qui met en avant son leadership acquis « dans les rues de Bagdad et dans les montagnes d'Afghanistan<sup>33</sup> ». Ou encore comme Joni Ernst (Iowa), vétérante d'Irak et du Koweït, dont les spots publicitaires montrent des anciens combattants émus présentant la candidate comme une véritable commandante capable de mener des troupes et gardant toujours pour priorité la sécurité des siens<sup>34</sup>. Le credo de la candidate, « Boots on the ground » traduit bien la position des Républicains, qui saluent les frappes aériennes contre l'EI, mais reprochent au Président Obama de ne pas aller assez loin pour contrer la menace terroriste<sup>35</sup>. Alors que 78% des électeurs estiment que la montée de l'État islamique en Irak et en Syrie sera un enjeu qui orientera leur choix le 4 novembre, l'avantage des Républicains en sécurité intérieure semble être réel<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> Cohn, Jonathan, « It's Official: Obama Delaying Deportation Order », New Republic, 6 septembre 2014, En ligne, [www.newrepublic.com/article/119348/obama-delays-executive-order-immigration-until-after-election](http://www.newrepublic.com/article/119348/obama-delays-executive-order-immigration-until-after-election), page consultée le 20 octobre 2014.

<sup>32</sup> Exemple de spot publicitaire de la NRSC, reprochant au candidat démocrate Mark Udall de sous-estimer la menace de l'EI. Voir : NRSC, «Chaos», Youtube, En ligne, <https://www.youtube.com/watch?v=TCL-p3lual8>, page consultée le 23 octobre 2014.

<sup>33</sup> O'Toole, Molly, «National Security Fears Could Decide Midterms - and the Senate Majority», Defense One, 16 octobre 2014, En ligne, [www.defenseone.com/politics/2014/10/national-security-fears-could-decide-midterm-elections-and-senate-majority/96707/](http://www.defenseone.com/politics/2014/10/national-security-fears-could-decide-midterm-elections-and-senate-majority/96707/), page consultée le 23 octobre 2014.

<sup>34</sup> Goldmacher, Shane, «This Is Joni Ernst's Closing Argument», National Journal, 13 octobre 2014, En ligne, [www.nationaljournal.com/politics/joni-ernst-s-closing-salvo-centers-on-military-service-20141013](http://www.nationaljournal.com/politics/joni-ernst-s-closing-salvo-centers-on-military-service-20141013), page consultée le 23 octobre 2014.

<sup>35</sup> Sargent, Greg, «Morning Plum: Here's why Republicans are attacking Dems on national security», The Washington Post, 1er octobre 2014, En ligne, [www.washingtonpost.com/blogs/plum-line/wp/2014/10/01/morning-plum-heres-why-republicans-are-attacking-dems-on-national-security/](http://www.washingtonpost.com/blogs/plum-line/wp/2014/10/01/morning-plum-heres-why-republicans-are-attacking-dems-on-national-security/), page consultée le 24 octobre 2014.

<sup>36</sup> Dugan, Andrew, «U.S. Voters Give GOP Edge vs. Dems on Handling Top Issues», GALLUP, 13 octobre 2014, En ligne, [www.gallup.com/poll/178268/voters-give-gop-edge-handling-top-issues.aspx](http://www.gallup.com/poll/178268/voters-give-gop-edge-handling-top-issues.aspx), page consultée le 24 octobre 2014.

**Spot publicitaire du National Republican Congressional Committee  
attaquant la candidate démocrate Ann Kirkpatrick (Arizona)**



Source : Vidéo issue de la chaîne YouTube du NRCC, En ligne, <http://youtu.be/T8MY7KPVtnY>

Il faut ajouter l'angoisse populaire générée par la panique médiatico-politique autour de l'épidémie d'Ebola. Entre quarantaine, et fermeture d'écoles, la pandémie est désormais un enjeu électoral, instrumentalisé par les deux camps. À la veille des élections de mi-mandat du 4 novembre, dans l'hystérie médiatique amorcée par CNN et relayée par Fox News, Ebola est devenu un enjeu de sécurité nationale. Tandis que les Républicains instrumentalisent la pandémie pour caricaturer le parti démocrate comme celui des « faibles » et dépeindre un président incapable d'endosser l'uniforme de commandant en chef.

**Ebola au cœur d'une campagne publicitaire agressive**

Côté républicain



Source : The Conservative TreeHouse - <http://theconservativetreehouse.com>

Côté démocrate

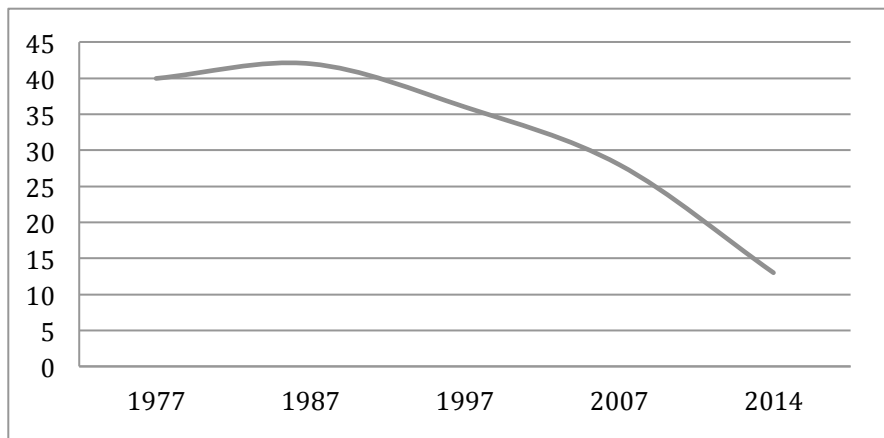


Source : The Agenda Project - [www.youtube.com/embed/c3D0DxjgPB0](http://www.youtube.com/embed/c3D0DxjgPB0)

## LE CONGRÈS, « BRANCHE BRISÉE DU GOUVERNEMENT »

Face à ces enjeux, et à la veille des élections de mi-mandat, les Américains sont désenchantés. L'instance qui depuis l'origine les représente vit une crise de légitimité inédite, avec un taux d'approbation de 13% en 2014. En effet, plus polarisé que jamais depuis l'avènement des Tea partiers en 2010 qui ont revitalisé le parti républicain, sclérosé comme en témoigne la 12<sup>e</sup> fermeture partielle du gouvernement en 2013 (dernier épisode en date des fameux *shutdowns*)<sup>37</sup>, le Congrès est tétanisé : incapable de légiférer (le nombre de lois adopté est à son taux le plus bas depuis la Deuxième Guerre mondiale), il est n'a plus la cote. Vérolé par la polarisation partisane et l'absentéisme des élus en Chambre, le Congrès constituerait la « branche brisée » du gouvernement américain<sup>38</sup>.

### Taux d'appréciation du travail des élus dans l'opinion publique américaine



Source : Données recueillies via Gallup, <http://www.gallup.com/poll/1600/congress-public.aspx>

La proximité parfois peu subtile entre les lobbyistes, dont l'influence est manifeste<sup>39</sup>, et les représentants est un facteur alimentant le mécontentement populaire. En outre, le système de « portes tournantes », permettant à plusieurs ex-législateurs de devenir à leur tour lobbyistes, contribue à altérer l'image du Congrès. L'éthique des représentants est également mise en cause. Globalement, un Américain sur deux estime que les membres du Congrès ne sont pas intègres. Les scandales, médiatisés, ont des répercussions négatives<sup>40</sup> sur l'image des membres de l'hémicycle<sup>41</sup>.

<sup>37</sup> Les défauts de financement du gouvernement en raison de désaccord entre le Congrès et la présidence ont marqué les présidences successives, sans, pendant longtemps, n'avoir véritablement d'incidence : tout le monde poursuivait son travail en présumant que les choses finiraient par s'arranger. Une série de décisions intervenues dans les années 1980 impose désormais que le gouvernement suspende les activités qui ne sont pas financées.

<sup>38</sup> Ornstein, Norman et al., «The Broken Branch: How Congress is Failing America and How to Get It Back on Track», New York et Oxford: Oxford University Press, 2006.

<sup>39</sup> Ornstein, Norman et T. Mann, « The Broken branch : How Congress is failing America and How to get it Back on Track », *Indifference to Reform*, En ligne, <http://www.brookings.edu/research/articles/2006/06/-27-governance-mann>, 2006, page consultée le 2 octobre

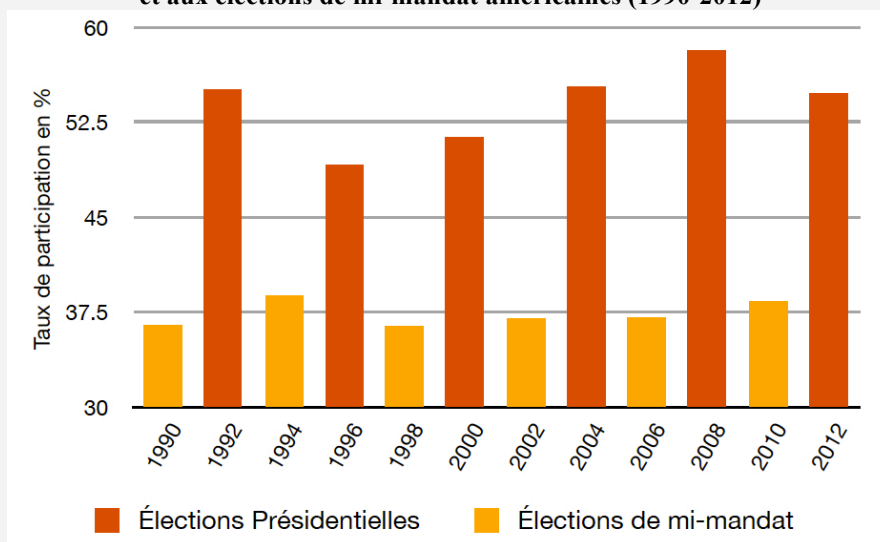
<sup>40</sup> Gagnon, Frédéric, «Le Congrès des États-Unis», Le Congrès et la population américaine, Presses de l'université du Québec, Québec, 2006, p.273

<sup>41</sup> C'est ainsi qu'en 2011, suite à un scandale impliquant du sexting, Anthony Weiner, représentant démocrate du 9<sup>e</sup> district de New York, a été poussé à la démission

## Un taux de participation en berne

Selon une étude du *Pew Research Center*<sup>42</sup>, le taux de participation des citoyens américains a toujours été plus faible lors des élections de mi-mandat que lors du scrutin présidentiel. Pour les élections de 2008, 57,1% de la population en âge de voter se sont rendus aux urnes – taux le plus élevé depuis les 40 dernières années. Cependant, en 2010, seulement 36,9% des Américains ont fait entendre leur voix lors des élections de mi-mandat alors que deux ans plus tard, lors de la réélection du président Obama, ce taux est remonté à 53,7%. Si cette tendance se confirme, le taux de participation le 4 novembre prochain pourrait être inférieur à 40%. Il faut toutefois noter que ces données se concentrent sur la population en âge de voter, et non sur les citoyens qui sont réellement en mesure de voter. Il existe en effet plusieurs moyens pour calculer le taux de participation. Dans la plupart des démocraties, on comptabilisera le taux de participation en fonction des électeurs inscrits volontairement sur la liste électorale. Si le calcul était effectué de manière comparable aux États-Unis, le taux de participation aux élections américaines aurait été de 61,6% en 2008, 39,9% en 2010 et 58,2% en 2012.

Comparaison du taux de participation aux élections présidentielles et aux élections de mi-mandat américaines (1990-2012)



Source : Desilver, Drew, « Voter Turnout Always Drops Off For Midterms Elections, But Why? », *Pew Research Center*, 24 juillet, En ligne, [www.pewresearch.org/fact-tank/2014/07/24/voter-turnout-always-drops-off-for-midterm-elections-but-why/](http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/07/24/voter-turnout-always-drops-off-for-midterm-elections-but-why/), page consultée le 1er novembre 2014

De surcroît, le Congrès travaille moins d'heures aujourd'hui qu'il ne l'a fait en moyenne depuis 1978. Or, paradoxalement, ce taux d'activité relativement faible a pour principal corolaire un taux de réélection important dépassant les 90% depuis plus d'un demi-siècle<sup>43</sup>.

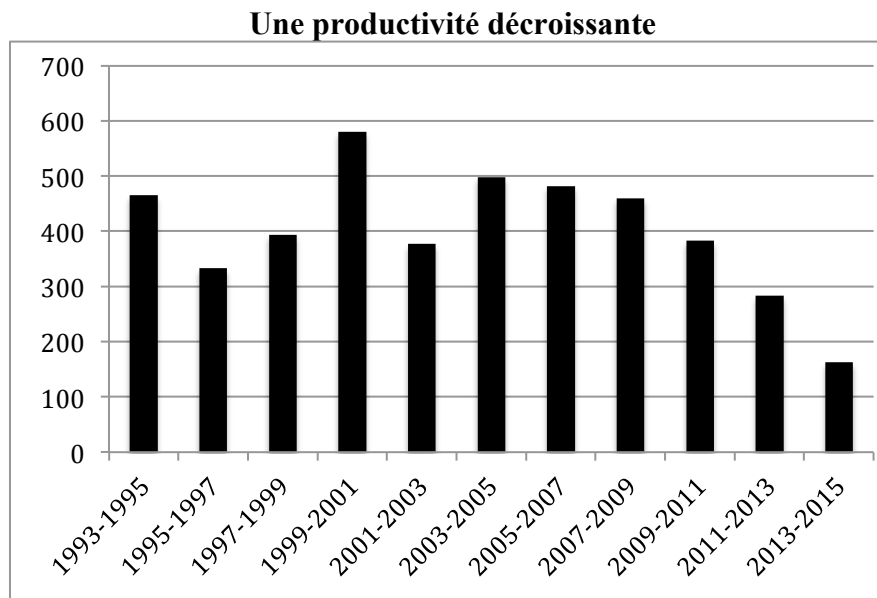
De fait, le nombre de sièges réellement en jeu est relativement faible lors d'une campagne électorale. Ce manque de compétitivité entraîne d'une part, une faible alternance politique<sup>44</sup> et d'autre part, une plus forte politisation des membres du Congrès. Dès lors, les candidats qui sont assurés de reconquérir leur siège ne sont pas amenés à tempérer leur positionnement idéologique

<sup>42</sup> Drew, Desilver, « Voter turnout always drops off for midterm elections, but why? » pour le *Pew Research Center*, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/07/24/voter-turnout-always-drops-off-for-midterm-elections-but-why/>, 24 juillet 2014, page consultée le 1er novembre 2014

<sup>43</sup> Corbo, Claude et Frédérick Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique Les institutions politiques*, Québec. Septentrion, 2011, p.272

<sup>44</sup> Gagnon, Frédérick, « L'élection des représentants et des sénateurs », in *Le Congrès des États-Unis*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2006, p.63-64

ce qui se traduit par une polarisation du Congrès<sup>45</sup> compliquant substantiellement le fonctionnement du Capitole<sup>46</sup>.



Source : Données recueillies via Bibliothèque du Congrès,  
<http://thomas.loc.gov/home/LegislativeData.php?&n=PublicLaws&c=103>,  
<http://politics.suntimes.com/article/washington/congress-hardly-works/mon-09222014-1026am>

Si l'absentéisme des élus en chambre explique en partie la léthargie du Congrès, la polarisation partisane est un défi supplémentaire lorsqu'il s'agit de négocier une proposition ou un projet de loi. Or il s'agit d'une tendance continue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qui s'est, durant les années 1990, accentuée de manière importante. Elle culmine avec les gains électoraux que réalise le Tea Party en 2010, qui va ressusciter le Parti républicain et creuser l'écart idéologique au Congrès.

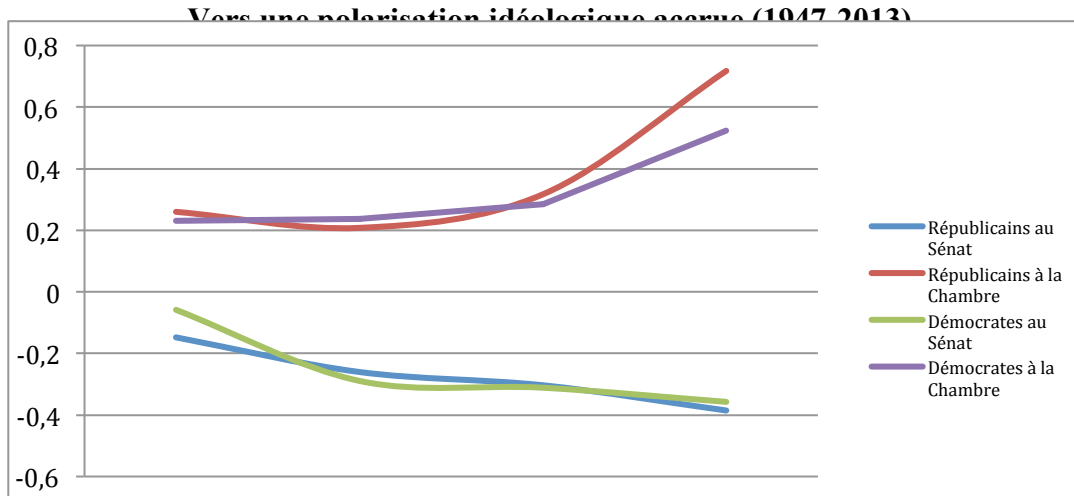
Cette polarisation a notamment pour conséquence l'usage de moyens règlementaires visant à retarder l'adoption des lois. Certains préfèrent ralentir le processus législatif plutôt que de négocier avec l'adversaire. L'obstruction parlementaire prend toutes sortes de formes : du discours interminable à la reformulation complète d'un projet ou d'une proposition de loi<sup>47</sup>.

À la Chambre des représentants, le détournement des procédures ainsi que l'instrumentalisation du rôle du Président de la Chambre (qui est membre du parti majoritaire et détermine l'agenda législatif) contribuent à museler le parti minoritaire. Au Sénat, la pratique du *filibuster* demeure, malgré une évolution de la procédure utilisée à compter de 2013, instrumentalisée afin de retarder l'issue d'un vote.

<sup>45</sup> La majorité est nécessaire pour l'adoption de projet, mais la discipline de parti étant inexistante, il est possible qu'une minorité (comme le *tea party*) bloque le processus décisionnel en ne faisant pas de compromis.

<sup>46</sup> Cost, Jay, « Why The Filibuster Is More Essential Now Than Ever », Real Clear Politics, 12/2009, En ligne, [http://www.realclearpolitics.com/horseraceblog/2009/12/why\\_the\\_filibuster\\_is\\_more\\_ess\\_1.html](http://www.realclearpolitics.com/horseraceblog/2009/12/why_the_filibuster_is_more_ess_1.html), page consultée le 28 octobre

<sup>47</sup> Binder, Sarah et al., « Mending the Broken Branch: Assessing the 11th Congress, Anticipating the 111th », Brookings Institution, janvier 2009, p. 9



*Légende : Position idéologique moyenne, variant de -1 (libéral pur) à +1 (conservateur pur).  
Plus l'écart entre les deux courbes est grand, plus la polarisation est importante.*

Source : Données recueillies via Vital Statistics, Brookings Institution,

<http://www.brookings.edu/research/reports/2013/07/vital-statistics-congress-mann-ornstein>

La polarisation partisane empêche le Congrès de remplir sa mission première : élaborer, discuter et voter des lois. Cette inaction des élus contribue à façonner cette image négative du travail politique, ayant pour effet d'accroître le désaveu de la population. En ce sens, à peine 15% des Américains affirment suivre les élections de mi-mandat, un taux en baisse par rapport aux élections de mi-mandat de 2006 et de 2010<sup>48</sup>. La société américaine est fracturée, marquée par cette polarisation qu'elle semble peiner à dépasser.

## UNE AMÉRIQUE FRACTURÉE?

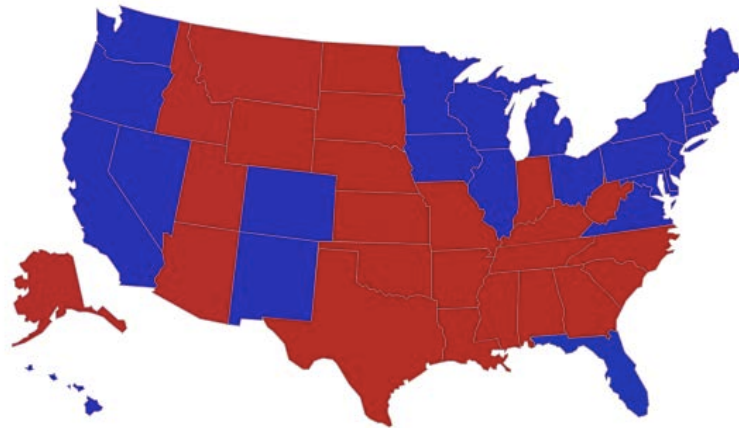
Le tournant des années 2000 a paru exposer de manière récurrente une Amérique fracturée, divisée. Mais certains affirment plutôt que la polarisation idéologique du public serait moins intense qu'il n'y paraît, et qu'il s'agirait en réalité d'un mythe<sup>49</sup>, qu'elle serait caricaturée en réalité par les élites au Congrès. Pourtant, des enjeux tels que l'euthanasie, l'avortement ou le mariage gai tendent à mobiliser les électeurs, animer des débats virulents et mobiliser la population. En effet, sur ces questions, les positions paraissent très tranchées, opposant d'un côté, les conservateurs rigoristes, ayant une manichéenne axée sur des principes moraux et de l'autre, une vision libérale défendant les libertés individuelles.

Cette vision bicolore des États-Unis tient avant tout au portrait cartographique qu'analystes et commentateurs dressent du pays dans la foulée de chaque élection présidentielle. En effet, le mode de scrutin étant organisé par État selon une méthode généralement axée sur le fait que le gagnant emporte toutes les voix de l'État (Winner-Take-All), chaque État emporte avec lui la couleur du parti qui y a gagné.

<sup>48</sup> Mothel, Seth, «For many Americans, a meh midterm», Pew Research Center, 8 octobre 2014, En ligne, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/10/08/for-many-americans-a-meh-midterm/>, page consultée le 25 octobre 2014

<sup>49</sup> Gagnon, Frédérick, «Quelle guerre culturelle», Études internationales, Vol. 40, no 3, septembre 2009, p. 396

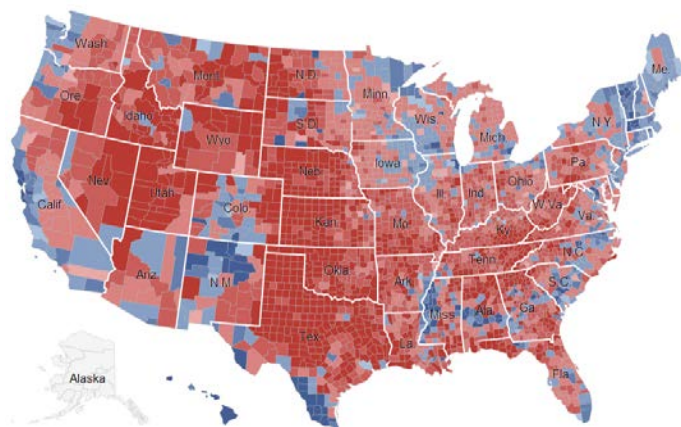
## Résultats des élections présidentielles de 2012 par État



Source : Données recueillies via US Election Atlas, <http://uselectionatlas.org/RESULTS/national.php>

Pour autant, elle n'est qu'une interprétation des résultats électoraux parmi tant d'autres. En étudiant les mêmes résultats sur une carte représentant les comtés, l'image de l'Amérique n'est plus tout à fait aussi manichéenne : au sein d'un même État dit « rouge » ou « bleu », plusieurs variantes idéologiques peuvent être représentées. Par exemple, la région d'Austin, au Texas, vote fortement démocrate, alors que l'État est reconnu pour être républicain. Et l'exemple inverse prévaut pour l'arrière-pays californien :

## Résultats des élections présidentielles de 2012 par comté



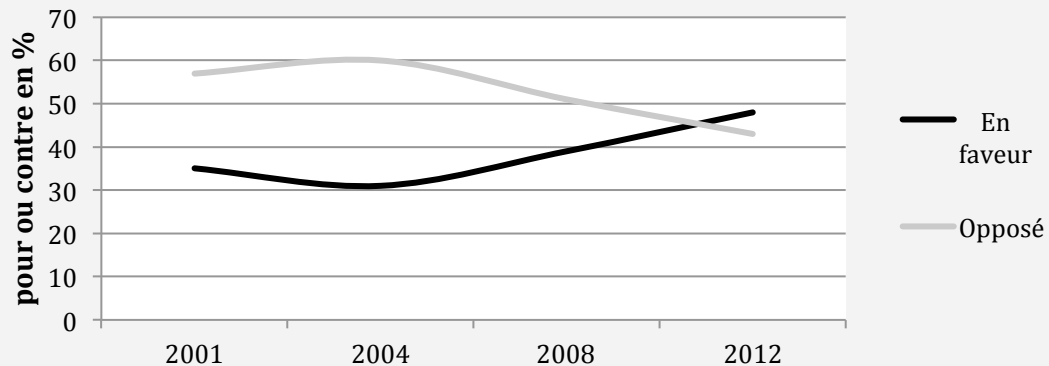
Source : Données recueillies via New York Times Election site, <http://elections.nytimes.com/2012/results/president>

Certains enjeux moraux ne divisent plus tout à fait autant qu'auparavant. Mais cela n'invalide pas pour autant la théorie d'une société très polarisée, scindée en deux groupes principaux, campés sur leurs positions, et de plus en plus éloignés l'un de l'autre.

## Le mariage entre personnes de même sexe : la fin d'un enjeu électoral?

Au cours de la campagne pour la réélection de George W. Bush, en 2004, et deux ans plus tard en 2006, la question du mariage gay a littéralement été instrumentalisée pour « faire sortir le vote » conservateur et évangélique. Des campagnes publicitaires aux questions référendaires, les Républicains avaient efficacement mobilisé leur base électorale autour du mariage homosexuel. Pour autant le procédé pourrait avoir vécu : la base électorale opposée au mariage gai s'affaiblit constamment. Après la prise de position de Barack Obama en faveur du mariage gay en 2012 et la décision de la Cour suprême en 2014 semblent attester d'une évolution dans la société américaine qui se traduit par une évolution législative importante, tandis que le nombre d'États autorisant le mariage entre personnes de même sexe va croissant.

### Pour ou Contre le mariage gay?



Source : Pew Research Center, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/03/10/61-of-young-republicans-favor-same-sex-marriage/>

Source : Vallet, Élisabeth et David Grondin, « Les élections présidentielles américaines », L'influence des partis politiques dans une ère post-partisane conservatrice, Presses de l'Université du Québec, 2004, p.114-115; Public Religion Research Institute, « A Shifting Landscape : A Decade of Change in American Attitudes about the Same-Sex Marriage and LGBT Issues », En ligne, <http://publicreligion.org/research/2014/02-/2014-lgbt-survey/>, page consultée le 14 octobre; Kiley, Jocelyn, « 615 of young Republicans favor same-sex marriage », Pew Research Center, En ligne, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/03/10/61-of-young-republicans-favor-same-sex-marriage/>, page consultée le 14 octobre.

Car, entre mythe et réalité d'une Amérique polarisée, il est des enjeux qui semblent vouloir perdurer et alimenter de profondes fractures de la société américaine.

## L'avortement, au cœur de la polarisation

Entre mesures de restriction et fermetures en masse de cliniques<sup>50</sup>, le Sud et le Mid-Ouest des États-Unis semblent bien partis en guerre contre l'avortement. De fait, plus de 50% des habitants de ces régions pensent que l'avortement devrait être illégal, contre 20% en Nouvelle-Angleterre<sup>51</sup>. Plus qu'une polarisation géographique, l'avortement révèle également une division

<sup>50</sup> Deprez, Esmé, « Abortion Clinics Close at Record Pace After States Tighten Rules », Bloomberg, 3 septembre 2013, En ligne, [www.bloomberg.com/news/2013-09-03/abortion-clinics-close-at-record-pace-after-states-tighten-rules.html](http://www.bloomberg.com/news/2013-09-03/abortion-clinics-close-at-record-pace-after-states-tighten-rules.html), page consultée le 12 octobre 2014

<sup>51</sup> « Growing Opposition to Abortion in the South » in « Widening Regional Divide over Abortion Laws », Pew Research Center, 29 juillet 2013, En ligne, [www.people-press.org/2013/07/29/widening-regional-divide-over-abortion-laws/](http://www.people-press.org/2013/07/29/widening-regional-divide-over-abortion-laws/), page consulté le 12 octobre 2014

partisane, aujourd'hui manifeste. Quand les Républicains brandissent l'importance des valeurs morales traditionnelles, les Démocrates se font quant à eux les défenseurs des droits reproductifs et sexuels des femmes. Enjeu politique donc, mais aussi moral, l'avortement cristallise et s'apparente presque à une impasse sociétale.

La décision de la Cour suprême *Roe v. Wade* en 1973 a littéralement changé le cours de la vie politique aux États-Unis. Elle a représenté, pour les conservateurs moraux, une raison centrale d'investissement dans la vie politique, une véritable croisade qui a mobilisé des groupes qui n'avaient jusque-là pas tous choisi cette voie-là.

### De *Roe v. Wade* à *Casey* : l'encadrement jurisprudentiel de la réglementation du droit à l'avortement par les États

En 1973, la Cour suprême a accepté d'entendre une affaire portant sur une loi texane qui rendait l'avortement illégal, sauf si la santé de la mère était en danger. Dès lors, la Cour suprême devait déterminer si la Constitution prévoyait le droit de mettre un terme à la grossesse. Par un vote de 7 contre 2, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelle la loi en se basant sur le droit à la vie privée (*Roe v. Wade* [1973]). Si la Constitution ne prévoit pas explicitement de droit à la vie privée, la jurisprudence de la Cour suprême reconnaît l'existence de « zones d'intimité » (*Griswold v. Connecticut* [1969]), s'étendant au mariage, à la contraception, aux relations familiales et enfin, à la maternité. Et la décision ne s'arrête pas là : reconnaissant le droit à l'avortement comme fondamental, la Cour déclare que l'État ne peut le restreindre que s'il a un intérêt certain et légitime à protéger la santé de la mère, voire de l'enfant à naître. Afin de définir la marge de manœuvre dont disposeront les États en matière d'avortement, le Juge Blackmun a ainsi établi un schéma tripartite, divisant les neuf mois de la grossesse en trois périodes :

Schéma tripartite de <i>Roe v. Wade</i> : Intérêt de l'Etat à protéger la santé de la mère et de l'enfant à naître selon le stade de la grossesse	
Période n°1 : Premier trimestre	Les risques liés à l'avortement pendant cette période étant faibles, l'Etat n'a pas de réel intérêt à protéger la santé de la mère. Il ne pourra donc pas limiter l'accès à l'avortement et devra uniquement s'assurer que les mesures de protection de base soient bien en place.
Période n°2 : Fin du premier trimestre à période de viabilité du fœtus (24 à 28e semaine)	Disposant d'un intérêt à protéger la santé de la mère, l'Etat peut réguler l'avortement à cette fin. En revanche, les mesures doivent être prises uniquement dans le but de protéger la santé de la mère et non pas pour limiter l'accès à l'avortement ou pour protéger le fœtus.
Période n°3 : À partir de la viabilité du fœtus	L'Etat a un intérêt à protéger la santé de l'enfant à naître. Il peut donc restreindre et même interdire l'avortement tant que la procédure est toujours permise quand la vie ou la santé de la mère sont en danger.

Ne faisant pas l'unanimité, la décision *Roe v. Wade* a rapidement été mise à l'épreuve. Dans *Planned Parenthood of Southeastern Pennsylvania v. Casey* [1992], la Cour suprême a assoupli les critères permettant de déterminer si une mesure de réglementation de l'avortement est constitutionnelle ou non. Autrefois rigide, exigeant un intérêt certain et irréfutable, la Cour suprême a estimé que désormais, seules les mesures imposant un fardeau excessif au droit à l'avortement seront déclarées inconstitutionnelles. Si les opposants à l'avortement se sont réjouis de la marge de manœuvre conférée aux États par cette décision, *Casey* a tout de même consacré le statut de précédent de la *Roe v. Wade*.

Source : « A Key Abortion Rulings of the US Supreme Court », Pew Research Center, 16 janvier 2013, <http://www.pewforum.org/2013/01/16/a-history-of-key-abortion-rulings-of-the-us-supreme-court/>, page consultée le 12 octobre 2014

La décision *Roe v. Wade* n'a pas réellement fait changer les Républicains de camp. Mais dans la foulée de cet échec, les Républicains se sont tournés vers une autre stratégie : au lieu d'interdire l'avortement, il s'agissait désormais pour les Républicains de réduire au maximum le recours à l'interruption de grossesse, notamment par le biais du planning familial. Cependant, c'est à partir

de Ronald Reagan que la position des Républicains s'est à nouveau durcie. Et les positions du président vont servir par la suite de base pour le parti républicain et le mouvement pro-life dans leur lutte contre l'interruption de grossesse<sup>52</sup>.

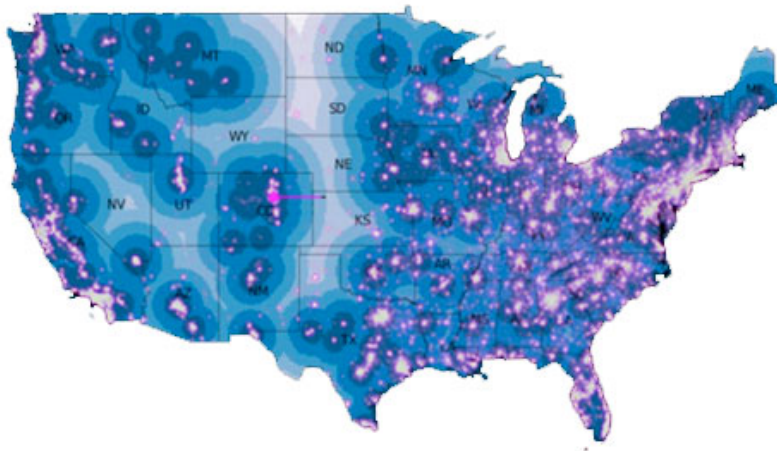
### Le Texas et la restriction de l'accès à l'avortement

Le Texas en est un exemple probant. En 2011, 93% des comtés de l'État du Texas n'avaient pas de clinique d'avortement. En octobre 2014, cet État a d'ailleurs créé la panique quand, en une nuit, il a décidé de fermer treize de ses cliniques, pour n'en garder que huit ouvertes. Si la décision a été par la suite invalidée par la Cour suprême, il n'en reste pas moins que l'accès à l'avortement pour les femmes texanes est un véritable parcours du combattant. Une femme habitant à El Paso devrait en effet parcourir 922 kilomètres pour se faire avorter à Austin. En 40 ans, il n'a jamais été aussi difficile de recourir à l'avortement pour les femmes du Sud et du Mid-Ouest.

Depuis les années 90, la stratégie des États qui s'y oppose est de multiplier les normes et les contraintes : en plus d'interdire l'avortement au-delà d'une certaine durée, les États imposent aux hôpitaux et aux cliniques des conditions de plus en plus contraignantes pour pouvoir pratiquer l'avortement. Licences, matériel

sophistiqué et standards rehaussés, toutes ces exigences coûteuses rendent la pratique de l'avortement difficile pour les cliniques aux moyens limités. Ainsi en raison de ces lois « TRAP» (*Targeted Regulation of Abortion Providers*)<sup>53</sup>, les cliniques ne pouvant pas s'adapter aux nouvelles normes doivent, soit envoyer leurs patientes à l'hôpital le plus proche moyennant des frais supplémentaires, soit fermer leurs portes.

### Répartition géographique des cliniques d'avortement restantes aux États-Unis



Légende : Chaque point mauve représente une clinique d'avortement.

Source : Keller, Michael et Allison Yarrow, «The Geography of Abortion Access», The Daily Beast, 22 janvier 2013, En ligne, [www.thedailybeast.com/articles/2013/01/22/the-geography-of-abortion-access.html](http://www.thedailybeast.com/articles/2013/01/22/the-geography-of-abortion-access.html)

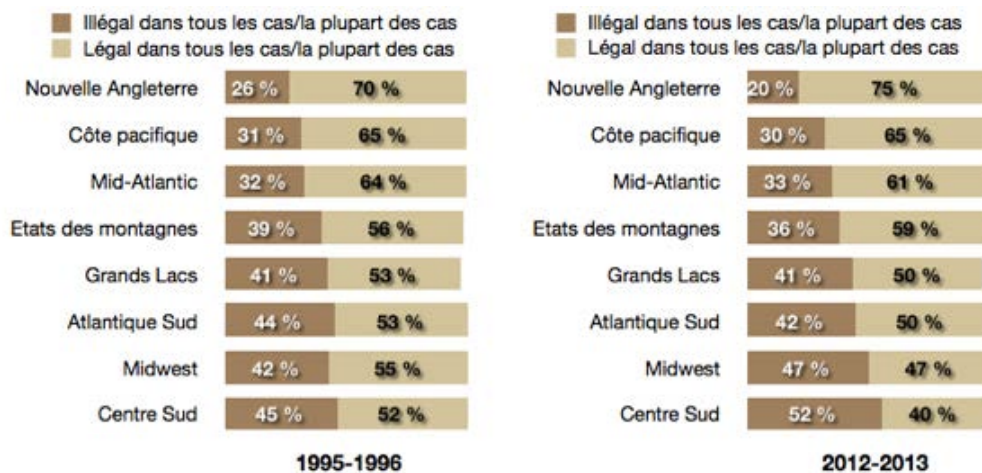
<sup>52</sup> Joffe, Carole, «Roe v. Wade and Beyond: Forty Years of Legal Abortion in the United States», Dissent Magazine, Hiver 2013, En ligne, [www.dissentmagazine.org/article/roe-v-wade-and-beyond-forty-years-of-legal-abortion-in-the-united-states](http://www.dissentmagazine.org/article/roe-v-wade-and-beyond-forty-years-of-legal-abortion-in-the-united-states), page consulté le 12 octobre 2014

<sup>53</sup> «Targeted Regulation of Abortion Providers (TRAP): Avoiding the TRAP», Center for Reproductive Rights, 7 janvier 2011, En ligne, [reproductiverights.org/en/document/targeted-regulation-of-abortion-providers-trap-avoiding-the-trap](http://reproductiverights.org/en/document/targeted-regulation-of-abortion-providers-trap-avoiding-the-trap), page consulté le 12 octobre 2014

En 1992, les Républicains se sont donnés pour objectif de « restaurer la grandeur de l’Amérique » à travers la défense des valeurs morales traditionnelles<sup>54</sup>. Or environ 2/3 des Républicains se disent contre l’avortement, alors que la même proportion de Démocrates y est favorable<sup>55</sup>. L’avortement est donc devenu un enjeu politique, porteur en période d’élections. Quand, en 2010, les Républicains ont gagné la majorité à la Chambre des représentants, le Planning Familial a été vivement critiqué pour pratiquer l’avortement alors qu’il bénéficie de financements publics, un débat relancé ensuite avec *Obamacare*<sup>56</sup>.

Mais là encore, des différences entre États du Sud et du Midwest et États côtiers sont perceptibles. En effet, que ce soit sur le plan moral ou légal, la polarisation géographique provoquée par l’avortement est flagrante. Deux extrêmes s’affrontent : d’un côté, le Sud central et le Mid-Ouest, profondément opposés à l’avortement et d’un autre, les États de la Nouvelle-Angleterre et de la côte Pacifique, leurs contraires. Déjà marquée il y a vingt ans, la polarisation géographique est aujourd’hui encore plus accentuée.

### Opposition croissante à la légalité de l'avortement



Source : Pew Research Center, <http://www.people-press.org/2013/07/29/widening-regional-divide-over-abortion-laws/3-wide-regional-differences-in-attitudes-about-abortion/>

Au-delà des sondages, cette polarisation grandissante se constate aussi dans les faits. En 2013, 22 États, pour la plupart dans le Sud et le Mid-Ouest, ont adopté 70 restrictions à l’avortement, un nombre considérable quand on sait qu’en quatre ans, entre 2011 et 2013, 210 mesures ont été adoptées en ce sens, soit plus qu’au cours de la décennie précédente (189, entre 2001 et 2011<sup>57</sup>).

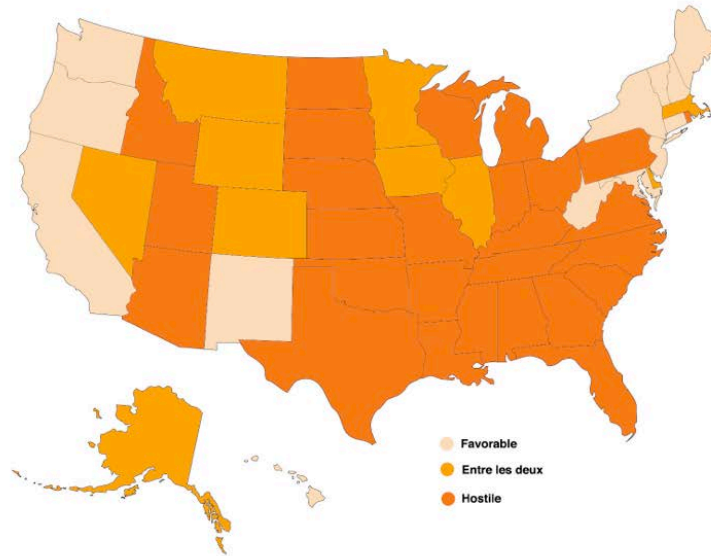
<sup>54</sup> Fossett, Katelyn, «Abortion Sucked Into the Polarization Vortex», *Washington Monthly*, 7 août 2014, En ligne, [www.washingtonmonthly.com/ten-miles-square/2013/08/abortion\\_sucked\\_into\\_the\\_polar046261.php](http://www.washingtonmonthly.com/ten-miles-square/2013/08/abortion_sucked_into_the_polar046261.php), page consultée le 12 octobre 2014

<sup>55</sup> Ferdous Al-Faruque, «Poll: US increasingly polarized on abortion», *The Hill*, 23 mai 2014, En ligne, [thehill.com/policy/healthcare/207080-poll-us-increasingly-polarized-on-abortion](http://thehill.com/policy/healthcare/207080-poll-us-increasingly-polarized-on-abortion), page consultée le 12 octobre 2014

<sup>56</sup> Leigh Ann Caldwell, «Abortion: a polarizing, emotional debate 41 years after court ruling», *CNN Politics*, 22 janvier 2014, En ligne, [www.cnn.com/2014/01/22/politics/abortion/](http://www.cnn.com/2014/01/22/politics/abortion/), page consultée le 12 octobre 2014

<sup>57</sup> Lipka, Michael, «5 Facts about Abortion», *Pew Research Center*, 22 janvier 2014, En ligne, [www.pewresearch.org/fact-tank/2014/01/22/5-facts-about-abortion/](http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/01/22/5-facts-about-abortion/), page consultée le 12 octobre 2014

## Répartition géographique des États les plus hostiles à l'avortement



*Favorable : 0-1 mesure de restriction; Entre les deux : 2-3 mesures de restrictions; Hostile : 4+ mesures de restriction. Source : «A wave of restriction», Guttmacher Institute*

Début 2014, le Comité national républicain a encouragé tous les Républicains pro-life à sortir du silence pour affronter les Démocrates sur la question de l'avortement<sup>58</sup>. En effet, ces derniers ont accusé les Républicains de mener une guerre contre les femmes («*War on Women*»). Les Républicains défendent désormais fièrement le droit à la vie de tous les Américains, dont les enfants à naître, susceptibles d'être victimes de l'avortement. Ce discours stratégique est justifié quand on sait que la majorité des électeurs vote en prenant en compte la position des candidats sur l'avortement<sup>59</sup>.

C'est un procédé analogue que vise, pour un tout autre enjeu, un lobby comme la NRA.



### Les midterms dans le viseur de la National Rifle Association

En effet, la notation des élus établie par la National Rifle Association (NRA), le puissant lobby américain, varie sur une échelle allant du A+, c'est-à-dire l'élue pro-armes ayant réussi à légiférer sur la question, au F, soit l'élue contre les armes ayant légiféré à l'encontre du droit aux armes.

<sup>58</sup> Hamby, Peter, «First on CNN: GOP urges candidates to stand ground on abortion», CNN Politics, 21 janvier 2014, En ligne, [politicalticker.blogs.cnn.com/2014/01/21/first-on-cnn-gop-urges-candidates-to-stand-ground-on-abortion/?hpt=po\\_c2](http://politicalticker.blogs.cnn.com/2014/01/21/first-on-cnn-gop-urges-candidates-to-stand-ground-on-abortion/?hpt=po_c2), page consultée le 12 octobre 2014

<sup>59</sup> Saad, Lydia, «Abortion is Threshold Issue for One in Six U.S. Voters», GALLUP, 4 octobre 2012 En ligne, [www.gallup.com/poll/157886/abortion-threshold-issue-one-six-voters.aspx](http://www.gallup.com/poll/157886/abortion-threshold-issue-one-six-voters.aspx), page consultée le 12 octobre 2014

Tous les candidats pour les prochaines élections de mi-mandat ont ainsi été notés selon cette notation. À côté du nom de Thom Tillis, candidat républicain au poste de sénateur en Caroline du Nord, est apposée la mention en lettres capitales rouges « A+ avec soutien spécial » de la NRA. Même chose pour tous les bons élèves du lobby américain pro-armes à feu, comme les candidats républicains au Sénat Tom Cotton en Arkansas, et Cory Gardner au Colorado. La NRA espère ainsi que sa notation servira de rappel une fois dans l'isoloir.

### Carte personnelle des scores, établie par la NRA

NRA-PVF POLITICAL VICTORY FUND		WWW.NRAPVF.ORG
<b>YOUR PERSONAL VOTING CARD</b> ELECTION HELD ON TUESDAY, NOVEMBER 04, 2014		
U.S. SENATE -		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>NRA</b> ENDORSED Thom Tillis Candidate (R)	<b>A+</b>
<input type="checkbox"/>	*Kay Hagan Incumbent (D)	<b>D+</b>

Source : Carte personnelle des scores, imprimable sur le site NRA-PVF.org

Or, dans un pays où depuis la conquête de l'Ouest, en passant par la tuerie de l'école primaire Sandy Hook en 2013<sup>60</sup>, ou encore le rejet par le Sénat de la réforme des lois sur les armes en 2013<sup>61</sup>, la relation entre les armes à feu et l'identité citoyenne semble n'avoir jamais été aussi complexe. En effet, « le débat intermittent<sup>62</sup> » de la relation du pays avec ses 300 millions de révolvers, pistolets et autres fusils d'assaut<sup>63</sup> pose la question de l'existence d'un « mal américain<sup>64</sup> ». On en viendrait à croire l'argument d'une polarisation extrême de la société américaine entre l'homme blanc républicain membre de la NRA et défendant le droit aux armes comme étant le véritable « idéal politique américain<sup>65</sup> » face au reste de la société, favorable à un contrôle plus important. En mai 2013, 48% de la population américaine estimait qu'il était plus important de protéger le droit de posséder des armes que de légiférer sur un contrôle de celles-ci. Environ 50% de la population estimait l'inverse<sup>66</sup>. De quoi y voir une division totale. Et pourtant, au-delà des données abondantes, parfois partisans et donc difficilement analysables, il apparaît que le droit hérité de la Constitution ne divise pas tant une société plus consensuelle qu'on ne le pense. En revanche, le profil des positions les plus extrêmes divise toujours des deux côtés de

<sup>60</sup> Caldwell, Maggie, «Sandy Hook Crime Report : Adam Lanza Obsessed With Mass Murder and Dance», Dance Revolution, Site internet Mother Jones, 26 novembre 2013, En ligne, <http://www.motherjones.com/mojo/2013/11/what-we-learned-sandy-hook-crime-report>, page consultée le 4 octobre 2014

<sup>61</sup> Silver, Nate, «Modeling the Senate's vote on gun control. Site internet Five Thirty Eight», 18 avril 2013, En ligne, <http://fivethirtyeight.com/features/modeling-the-senates-vote-on-gun-control/>, page consultée le 4 octobre 2014.

<sup>62</sup> Combeau, Didier. «27 mots, 27 morts. Des Pères fondateurs aux parents explorés», Le Débat : 2014, Issue 2, p.173

<sup>63</sup> Follman, Mark, Gavin Aronson et Deanna Pan, «A Guide to Mass Shootings in America», Mother Jones, 20 juillet 2012, En ligne, <http://www.motherjones.com/politics/2012/07/mass-shootings-map>, page consultée le 4 octobre 2014.

<sup>64</sup> Arte, «Les armes, un mal américain», En ligne, <http://info.arte.tv/fr/les-armes-un-mal-americain>, page consultée le 5 octobre 2014

<sup>65</sup> Pacoud, Renaud, « Didier Combeau, Des Américains et des armes à feu. Violence et démocratie aux États-Unis», Saul Cornell, A well-regulated militia : the Founding Fathers and the origins of gun control in America, Transatlantica, 1 : 2008, En ligne, <http://transatlantica.revues.org/4033>, page consultée le 5 octobre 2014.

<sup>66</sup> Pew Research Center for the People and the Press, «Broad support for renewed background checks bill, skepticism about its chances», Pew Research Center, En ligne, <http://www.people-press.org/2013/05/23/broad-support-for-renewed-background-checks-bill-skepticism-about-its-chances/>, page consultée le 5 octobre 2014

l'échiquier, expliquant généralement le manque d'action politique sur le sujet et l'immobilisme du Sénat notamment.

Aujourd'hui, on dénombrerait environ 300 millions d'armes à feu en circulation dans le pays alors, que dans les années 1990, on en comptait près de deux fois moins<sup>68</sup>.

### **L'héritage historique et culturel américain des armes**

Fin du XVIIIe, début du XIXe siècle. Les capitaines Lewis et Clark sont en expédition à travers le continent. Aux prémices de la conquête de l'Ouest, les États-Unis commencent à définir leurs frontières. Déjà, les premiers arrivants s'emparent des armes à feu pour faire face à un « monde hostile<sup>67</sup> ». Les institutions sont alors peu présentes et l'adoption en 1791 du Deuxième amendement de la Constitution prévoit pour le peuple le droit de détenir et de porter des armes. Ainsi, « le lien entre droit aux armes et américanité se fait-il dès les origines de la nation ». Cet héritage explique en partie l'attachement des citoyens américains à la notion de liberté individuelle, et surtout au droit à l'insurrection contre tout gouvernement devenu tyrannique ainsi qu'au droit à l'autodéfense, sorte de garantie de la participation des citoyens au maintien de l'ordre. Pourtant, plus deux siècles après l'adoption du Deuxième amendement, cette vision peut paraître anachronique.

Source : Combeau, Didier. « Les Américains et leurs armes », droit indéniable ou maladie du corps social, Revue française d'études américaines, 2002/3 n°93, p. 95-109

Pour une partie de la population, le pays en subit les conséquences au regard du taux de suicide à l'arme à feu plus élevé qu'ailleurs, du bilan des meurtres de masse toujours plus lourd et du nombre croissant de victimes d'accidents liés à ces armes, victimes notamment mineures.

Ainsi, le nombre de victimes de fusillades ne cesse-t-il de croître, atteignant des niveaux records en 2012, année des fusillades d'Aurora et de l'école Sandy Hook<sup>69</sup>. Le taux d'homicide par armes à feu y est par ailleurs cinq fois plus élevé qu'au Canada<sup>70</sup>.

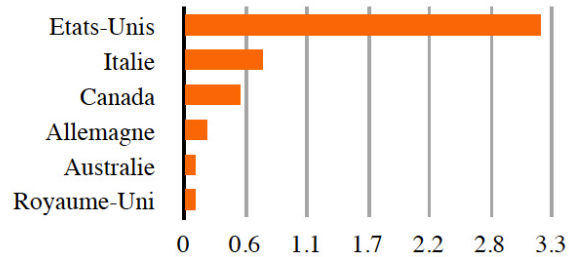
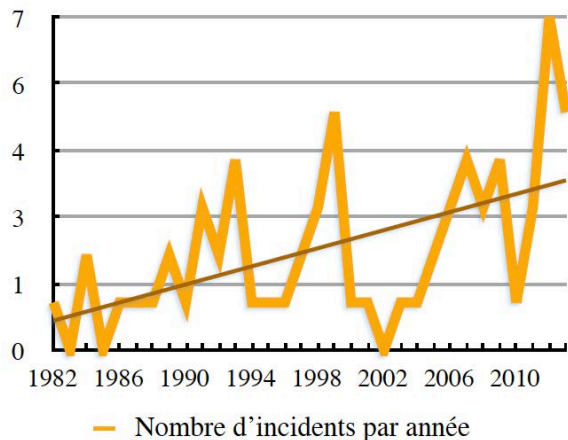
<sup>67</sup> Bellesiles, Michael, «Arming America : the origins of a national gun culture», Alfred A. Knopf, New York : 2000. 444p.

<sup>68</sup> Desilver, Drew, «A minority of Americans own guns, but just how many is unclear», Pew Research Center, 4 juin 2013, En ligne, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/06/04/a-minority-of-americans-own-guns-but-just-how-many-is-unclear/>, page consultée le 6 octobre 2014

<sup>69</sup> D'après Rapport du Federal Bureau Investigation Source : U.S. Department of Justice, «A study of active shooter incidents in the United States between 2000 and 2013», 16 septembre 2013, En ligne, <http://www.fbi.gov/news/stories/2014/september/fbi-releases-study-on-active-shooter-incidents/pdfs/a-study-of-active-shooter-incidents-in-the-u.s.-between-2000-and-2013.>, page consultée le 5 octobre 2014 ; «America Under the Gun. A special report on gun laws and the rise of mass shootings», Mother Jones, En ligne, <http://www.motherjones.com/special-reports/2012/12/guns-in-america-mass-shootings>, page consultée le 5 octobre 2014

<sup>70</sup> «Gun related homicides compared to other countries», Talking Points Memo, En ligne, <http://talkingpointsmemo.com/livewire/chart-u-s-gun-related-homicides-compared-to-other-countries>, page consultée le 5 octobre 2014

### Meurtres de masse aux Etats-Unis de 1982 à 2013 Taux d'homicide par armes à feu aux États-Unis et pays homologues pour 100000 habitants



Ex : Alors qu'au Canada, le taux d'homicide par armes à feu était de 0,5 pour 100.000 habitants en 2012, il était de 3,2 pour 100.000 habitants aux États-Unis. Ce taux est donc 6 fois plus élevé dans le second pays.

(Meurtres de masse) «Gun Rights vs. Gun Control», Pew Research Center, 23 mai 2013. En ligne, <http://www.people-press.org/2013/05/23/gun-rights-vs-gun-control/>, page consultée le 5 octobre 2014; (Taux d'homicides) « Gun related homicides compared to other countries », Talking Points Memo, En ligne, <http://talkingpointsmemo.com/livewire/chart-u-s-gun-related-homicides-compared-to-other-countries>, page consultée le 12 octobre 2014

Toutefois, ces données sont contestées par une partie de la population. Rejetant les analyses présentant les conséquences négatives des armes à feu, certains voient plutôt dans ces chiffres, une nouvelle justification à l'armement. C'est le cas notamment des groupes prônant l'armement en milieu scolaire<sup>71</sup>. Dès lors, il est intéressant de voir que ce sont les conséquences de ces armes (à savoir la sécurité ou l'insécurité) qui clivent la société<sup>72</sup>. Le débat sur les armes anime la nation américaine depuis plus d'un siècle, période d'apparition des premières lois restrictives<sup>73</sup>. Depuis les années 1970, la controverse s'est cristallisée autour de la place de plus en plus importante des données statistiques utilisées pour expliquer le phénomène. Loin d'apporter le consensus, ces données divisent et ne permettent généralement pas de rendre compte de la complexité de la question<sup>74</sup>.

### L'arme est-elle blanche, républicaine, et du Sud?

Sur 100 personnes penchant vers la défense des armes, 56 sont des hommes, alors que 40 sont des femmes. Sur le même échantillon, 57 sont blanches et 28 sont noires. 75 de ces 100 personnes sont républicaines alors que 23 sont démocrates. 60 habitent des zones rurales. Enfin, 54% des habitants du Mid-Ouest privilégient le droit aux armes à leur contrôle contre 48% des habitants du Sud, et 34% des habitants du Nord Est. Ainsi, tous ces chiffres semblent valider la thèse que le défenseur des armes est plus républicain, plus blanc, et plus Mid-Ouest que l'américain médian.

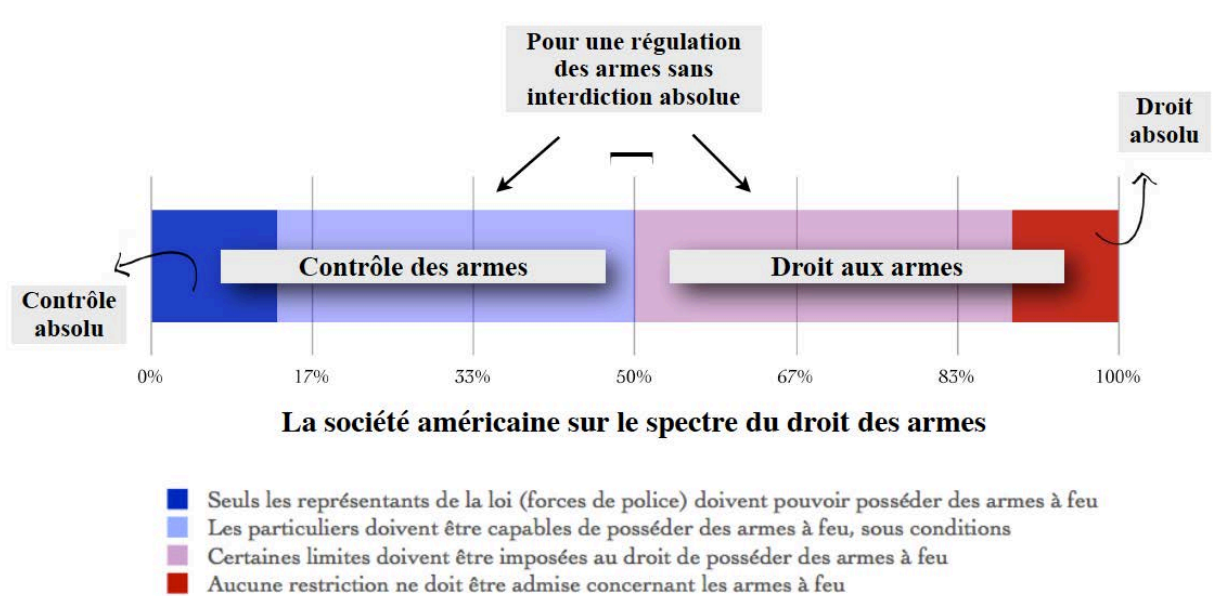
<sup>71</sup> Siebold, Steve, «Every teacher in America should have a gun», Site The Huffington Post, 22 août 2013, En ligne, [http://www.huffingtonpost.com/steve-siebold/every-teacher-in-america-\\_b\\_3797752.html](http://www.huffingtonpost.com/steve-siebold/every-teacher-in-america-_b_3797752.html), page consultée le 5 octobre 2014

<sup>72</sup> Braman, Donald et Dan Kahan, « Overcoming the fear of guns, the fear of gun control and the fear of cultural politics : constructing a better gun debate », Emory Law Journal, vol. 55 n°4 : 2006, pp. 571-607

<sup>73</sup> L'État de New York est le premier à adopter une loi restrictive sur les armes à feu, en 1911 - la loi Sullivan - qui instaure permis d'acquisition, de détention et de port. Source : Combeau, Didier. « Les Américains et leurs armes », Droit indéniable ou maladie du corps social, Revue française d'études américaines, 2002/3 n°93, p. 95.

<sup>74</sup> Braman, Donald ; Kahan, Dan et Grimmelman, James. « Modeling Facts, Culture, and Cognition in the Gun Debate », Social Justice Research, Vol. 18, N° 3, September 2005, pp. 283-304

Si l'on superpose ces informations avec l'augmentation du nombre d'armes en circulation aux États-Unis, on pourrait croire que le sujet est devenu si polarisant que la société américaine est le terrain d'un affrontement. Et pourtant, il y aurait certes plus d'armes, mais de moins en moins de propriétaires d'armes<sup>75</sup>. Par ailleurs, il semblerait que plus de 70% de la population américaine se trouve en réalité dans une position intermédiaire, c'est-à-dire, en faveur du droit des armes dans un cadre restreint et limité<sup>76</sup>. Par exemple 81% de la population est en faveur de la vérification des antécédents légaux et médicaux avant la vente d'armes à des particuliers et 73% estime qu'une loi reflétant cette idée est nécessaire<sup>77</sup>.



Source : Pew Research Center, «Broad support for renewed background checks bill, skepticism about its chances» Dossier Gun control du Pew Research Center, En ligne, <http://www.people-press.org/2013/05/23/broad-support-for-renewed-background-checks-bill-skepticism-about-its-chances/>, page consultée le 5 octobre 2014.

Ainsi, il ne s'agit pas d'une véritable polarisation de la société, c'est-à-dire d'un processus de division croissante et d'un état de séparation extrême<sup>78</sup>, mais plutôt d'une radicalisation des positions les plus marquées et les plus visibles dans le débat<sup>79</sup>.

<sup>75</sup> The Economist, «Fewer owners, more guns», 19 mars 2014, En ligne, <http://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2014/03/daily-chart-12>, page consultée le 4 octobre 2014

<sup>76</sup> Pew Research Center, « Gun control », chap. in Political polarization in the American public, 12 juillet 2014, En ligne, <http://www.people-press.org/files/2014/06/6-12-2014-Political-Polarization-Release.pdf>, page consultée le 4 octobre 2014

<sup>77</sup> Pew Research Center, «Broad support for renewed background checks bill, skepticism about its chances», Dossier sur le site internet du Pew Research Center, En ligne, <http://www.people-press.org/2013/05/23/broad-support-for-renewed-background-checks-bill-skepticism-about-its-chances/>, page consultée le 5 octobre 2014; Liebelson, Dana, « Map : most Americans support background checks for all gun buyers», Mother Jones, 11 avril 2013, En ligne, <http://www.motherjones.com/politics/2013-/04/map-states-that-support-background-checks>, page consultée le 5 octobre 2014

<sup>78</sup> DiMaggio, Paul, Evans, John et Bryson, Bethany, « Have American's social attitudes become more polarized? », American Journal of Sociology, Vol. 102, n°3, novembre 1996, pp. 690-755

<sup>79</sup> The Economist, « Fewer owners, more guns », 19 mars 2014, En ligne, <http://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2014/03/daily-chart-12>, page consultée le 6 octobre 2014

D'autant que le lobby pro-armes établit un classement et une notation des élus selon qu'ils défendent leurs causes ou non<sup>80</sup>. Les prochaines *midterms* représentent donc un enjeu, en ce que le Sénat devrait basculer côté républicain<sup>81</sup>. Certains Démocrates ne s'y sont d'ailleurs pas trompés au regard de leur prise de position en faveur des armes à feu. La candidate démocrate au Kentucky, Alison Lundgren Grimes, en a d'ailleurs fait un argument de campagne, en s'opposant publiquement à la politique du Président Obama sur les armes à feu<sup>82</sup>.



Source : Extrait de la publicité négative de la candidate Alison Lundgren Grimes (D) au Kentucky contre le Républicain Mitch McConnell. Cette dernière déclare : « Je ne suis pas Barak Obama. Je m'oppose à lui sur sa vision des armes à feu. Et Mitch [McConnell], c'est pas comme ça qu'on tient une arme ».

### Les six courses à surveiller au Sénat dans le viseur de la NRA

La notation des élus établie par la NRA varie sur une échelle allant de A+, c'est-à-dire l'écu pro-armes ayant réussi à légiférer sur la question, à F, c'est-à-dire l'écu anti-armes ayant légiféré à l'encontre du droit aux armes. Tous les candidats pour les prochaines élections au Sénat ont ainsi été notés selon cette notation. Or, concernant les six courses à surveiller particulièrement cette année (Alaska, Arkansas, Caroline du Nord, Colorado, Iowa et Louisiane), les six candidats républicains sont appuyés par la NRA avec des notes allant de A+ (Thom Tillis en Caroline du Nord) à Aq (Dan Sullivan en Alaska). Les six candidats démocrates ont quant à eux été notés de A- (Mark Begich en Alaska) à F (Bruce Bradley en Iowa). On voit là tout l'enjeu que ces prochaines *midterms* représentent pour la NRA

Pour la NRA, ces élections de mi-mandat représentent ainsi une réelle opportunité, du fait notamment de son lien fort avec les Républicains. Jusqu'à présent, le lobby aurait dépensé plus de 19 millions de dollars dans des courses au Sénat<sup>83</sup>. Aussi, les candidats républicains en Arkansas et en Iowa, Tom Cotton et Joni Ernst, auraient-ils reçu respectivement 2,8 et 2,4 millions de dollars pour leurs seules campagnes. Cela n'a pas échappé aux autres lobbys, comme l'*Independance USA PAC*, un lobby pour le contrôle des armes, qui aurait quant à lui

<sup>80</sup> NRA Institute for Legislative Action, «Grades and Endorsements», Political Victory Fund, En ligne, <https://www.nrapvf.org/grades/>, page consultée le 7 octobre 2014

<sup>81</sup> Le parti républicain est en effet en moyenne plus favorable à la cause de la NRA. Source : Enten, Harry, «Senate Forecast», FiveThirtyEight, En ligne, <http://fivethirtyeight.com/interactives/senate-forecast/>, page consultée le 6 octobre 2014

<sup>82</sup> Lamonica, Gabe, «Grimes ad blasts away at Obama and McConnell», CNN, 15 septembre 2014, En ligne, <http://www.cnn.com/2014/09/15/politics/grimes-shoot-ad-kentucky-mcconnell/>, page consultée le 23 octobre 2014

<sup>83</sup> Quinn, Melissa, «Gun show : issue fades, but groups aim to influence midterm races», The Daily Signal, 13 octobre 2014, En ligne, <http://dailysignal.com/2014/10/13/gun-show-issue-fades-but-groups-aim-to-influence-midterm-races/>, page consultée le 23 octobre 2014.

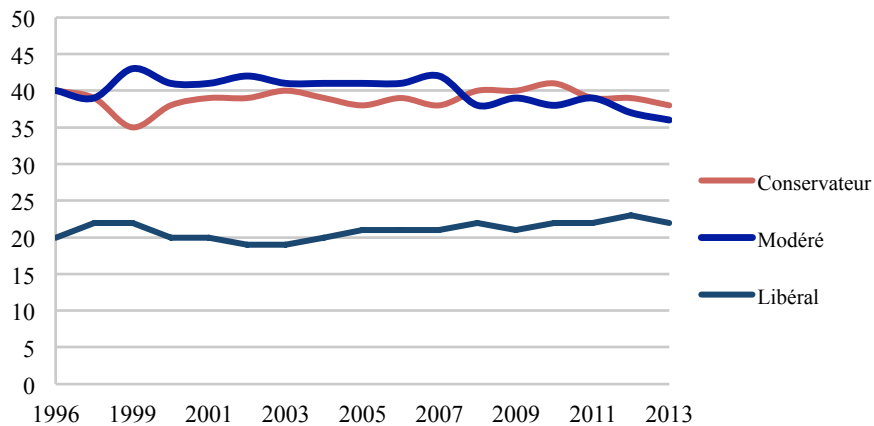
dépensé presque 1,6 million de dollars sur des candidats démocrates. Enfin, le groupe *Americans for responsible solutions* militant pour un droit aux armes plus responsable, aurait dépensé plus de 2,5 millions de dollars contre des Républicains trop engagés pour le droit aux armes.

De quoi invalider la thèse d'une véritable polarisation de la société américaine, tout en confirmant celle d'une impasse sociétale.

## CONCLUSION

Si la thèse des « deux Amériques » est largement entendue aux États-Unis, c'est en grande partie en raison du rôle joué par les médias dans sa diffusion et de l'évolution de l'accès à l'information, devenu plus parcellaire, prédéterminée par l'omniprésence des chaînes câblées éditorialistes et le poids des algorithmes dans les médias sociaux.

Vous considérez-vous comme conservateur, modéré ou libéral?



Source : Données recueillies via Pew Research Center, <http://www.pewresearch.org/data-trend/political-attitudes/political-ideology/>

### De l'argent et des élections

Quatre milliards de dollars : tel devrait être le coût total des élections de ce 4 novembre, dont un milliard et demi amassé par les différents Comités d'action politique durant la période électorale de 2013-2014 aux États-Unis.

Si en 2010 les Républicains ont dépensé 34,7\$ millions en publicité pour influencer les élections de mi-mandat, soit 1,24 dollar par dollar dépensé chez les Démocrates, ces derniers ont vite rattrapé leur retard pour les élections de 2014. Aux milliardaires conservateurs comme les frères Koch qui avaient donné plus de 100 millions de dollars à des causes reliées à la droite (leurs cibles principales étant les changements climatiques et l'Obamacare), on oppose maintenant des milliardaires libéraux comme l'ex-maire de New York Michael Bloomberg, ou l'homme d'affaires et activiste Thomas Steyer. Ce dernier a injecté cette année plusieurs millions de dollars dans des campagnes pour attaquer les candidats républicains qui nient les changements climatiques. En 2013, il avait déjà donné 11,1 millions à deux Super-PACs, tandis que l'ancien maire de New York avait quant à lui fait don de 8,7 millions de dollars aux Super-PACs qui supportaient le contrôle accru des armes à feu. En réponse, les frères Koch ont fondé un nouveau Super-PAC appelé *Freedom Partners Action Fund* dont l'objectif déclaré est d'amasser plus de 15 millions de dollars pour les élections de mi-mandat de 2014.

La distorsion entre la médiatisation des enjeux polarisants et les réelles priorités des Américains contribue à projeter une image faussée d'une Amérique polarisée. À l'éloignement de deux franges de plus en plus radicales du spectre politique, qui peinent à se trouver un plus petit dénominateur commun, on peut opposer un tout autre portrait du pays : en moyenne, depuis 1996, une majorité d'entre eux s'identifie comme étant modérée, et de plus en plus comme « indépendante », représentant, ce faisant, un électorat beaucoup plus volatil. Plus sensible aussi à l'afflux d'argent « teinté » dans cette campagne électorale que l'on évalue, au total, à 4 milliards de dollars.

Or, dans le même temps, malgré cet afflux d'argent, l'issue de ces *midterms* pourrait en effet s'avérer incertaine au soir du 4

novembre. Dans 48 États, c'est la règle du scrutin uninominal majoritaire à un tour, qui est appliquée. Pour ces derniers, le candidat ayant obtenu le plus de suffrages le 4 novembre, sera désigné vainqueur. Toutefois, pour deux courses — la Louisiane et la Géorgie — c'est la règle du scrutin majoritaire uninominal à deux tours qui s'applique (ce sont des *runoff elections*). Est élu au premier tour le candidat qui obtient la majorité absolue (soit plus de 50% des votes); sinon un deuxième tour est organisé entre les deux candidats arrivés en tête au premier tour<sup>84</sup>. Ces deux courses sont majeures pour les Républicains : il pourrait s'agir du cinquième voire sixième siège nécessaire pour le GOP afin d'atteindre la majorité. Or, la bataille qui oppose la sénatrice-candidate Mary Landrieu (D) au Républicain Bill Cassidy (R) en Louisiane ne devrait se régler qu'au terme d'un second tour, qui serait organisé le 6 décembre<sup>85</sup>. Il en va de même en Géorgie où la bataille est serrée entre le sénateur-candidat David Perdue (D) et Michelle Nunn (R)<sup>86</sup>. Le second tour attendrait, quant à lui, le 6 janvier 2015. Soit deux mois durant lesquels la couleur du Sénat resterait indéterminée.

La tétanie du Congrès, est son incapacité à légiférer dans des domaines pourtant cruciaux, pourrait donc être plus grande encore. La polarisation prendrait alors une toute autre dimension puisqu'on pourrait la voir comme le fait des élites washingtoniennes qui, déconnectées de la réalité, perdent le sens et le pouls du pays, figeant les institutions dans une cohabitation délétère. Cette léthargie normative ignore des fractures plus profondes, et finalement plus dangereuses pour la vitalité de la démocratie. En effet, dans un pays où un enfant sur trois vit sous le seuil de la pauvreté<sup>87</sup>, où la multiplication des affrontements raciaux et des bavures policières à connotation raciale ravive le souvenir de Rodney King, où la sécheresse en Californie est en passe de provoquer des tensions alimentaires et environnementales inédites, force est de constater qu'il existe encore de profondes lignes de fractures dans la société américaine, que cette campagne électorale aura largement passé sous silence.



---

<sup>84</sup> Site internet du Sénat français. Les Sénats du monde. En ligne. <<http://www.senat.fr/senatsdumonde/etats-unis-amerique.html>>. Consulté le 12 octobre 2014.

<sup>85</sup> Killough, Ashley. « CNN Poll : Tight Louisiana Senate race sets stage for runoff ». CNN. 28 septembre 2014. En ligne. <<http://www.cnn.com/2014/09/28/politics/cnn-poll-louisiana/>>. Consulté le 28 septembre 2014.

<sup>86</sup> Enten, Harry. « A January runoff in Georgia is getting more likely ». Five Thirty Eight. 24 septembre 2014. En ligne. <<http://www.fivethirtyeight.com/datalab/senate-update-a-january-runoff-in-georgia-is-getting-more-likely/>>. Consulté le 28 septembre 2014.

<sup>87</sup> Ce que l'UNICEF annonce comme l'un des pires résultats des pays développés. Source : Fanjul, Gonzalo, «Children of the Recession : The impact of the economic crisis on child well-being in rich countries» UNICEF : Genève, 2014, En ligne, <http://www.unicef-irc.org/publications/733>, page consultée le 2 novembre 2014.